

PANORAMA STATISTIQUE

Teunesse, sports, vie associative et cohésion sociale

Bourgogne-Franche-Comté ● 2018

AVANT - PROPOS

Le directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Bourgogne-Franche-Comté a le plaisir de vous adresser le

Panorama statistique 2018

présentant les principaux indicateurs et statistiques disponibles des domaines de la jeunesse, des sports, de la vie associative et de la cohésion sociale pour la région et ses 8 départements. Une comparaison avec les données France est également proposée.

Ce panorama statistique est consultable sur le site internet de la DRDJSCS de Bourgogne-Franche-Comté : www.bourgogne-franche-comte.drjscs.gouv.fr

Le panorama national est consultable sous le lien: https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/apps/panorama/

La DRDJSCS met également à votre disposition les répertoires suivants, accessibles sur internet :

- FINESS ou fichier national des etablissements sanitaires et sociaux: http://finess.sante.gouv.fr/fininter/jsp/index.jsp
- RES ou recensement des équipements sportifs : www.res.sports.gouv.fr

SOMMAIRE DÉTAILLÉ

DÉMOGRAPHIE	JEUNESSE, ENFANCE ET PROTECTION DE
	L'ENFANCE
Définitionsp. 4	
Données généralesp. 6	Définitionsp. 34
Indicateurs démographiquesp. 7	Classes d'âge - Cohabitation familiale - Recours à l'IVG -
Structure de la populationp. 8	Mortalitép. 36
	Accueils des enfants d'âge préscolairep. 37
COHÉSION SOCIALE	Scolarité - Formation - Activitép. 38
	Dispositifs jeunessep. 40
Définitionsp. 14	Enfance, Protection de l'enfancep. 41
Politique de la villep. 16	Accueils collectifs de mineurs sans hébergementp. 42
Immigration - Intégrationp. 18	Accueils collectifs de mineurs avec hébergementp. 44
Pauvreté - Précarité - Exclusionp. 20	Service civiquep. 46
Handicap - Dépendancep. 24	
Cohésion sociale (aide sociale départementale)p. 25	DIPLÔMES ET EMPLOI
Logement - Hébergementp. 27	
	Liste des diplômes délivrés par la DRDJSCSp. 48
SPORTS	Nombre de diplômes délivrés en 2016p. 49
	Activité, Emploi associatif et Sportp. 52
Fédérations sportivesp. 32	•
Équipements sportifs - Sport de haut niveau -	Siglesp. 54
Pôles sportifsp. 33	Le réseau JSCS en régionp. 55

DÉMOGRAPHIE

Définitions

Recensement de la population

Le recensement de la population a pour objectifs le dénombrement des logements et de la population résidant en France et la connaissance de leurs principales caractéristiques : sexe, âge, activité, professions exercées, caractéristiques des ménages, taille et type de logement, modes de transport.

Le dernier recensement général de la population vivant en France a eu lieu au début de l'année 1999. Depuis 2004, une nouvelle méthode de collecte est mise en œuvre selon des modalités qui distinguent les communes en fonction d'un seuil de population fixé par la loi à 10 000 habitants. Cette collecte touche chaque année une fraction de la population et se substitue à la collecte exhaustive qui avait lieu tous les huit ou neuf ans.

L'objectif visé par la rénovation du recensement de la population est de répondre aux besoins exprimés par l'ensemble des acteurs de la vie politique, économique et sociale du pays. Tous constatent les évolutions rapides de notre société et ont besoin d'informations récentes sur les caractéristiques de la population et des logements. Les communes de moins de 10 000 habitants sont enquêtées désormais une fois tous les cinq ans et, comme par le passé, de façon exhaustive. Dans les communes de 10 000 habitants ou plus, une partie de la population est recensée chaque année par tirage au sort, les échantillons d'adresses étant tirés de manière telle que la totalité du territoire de ces communes soit prise en compte en cinq ans.

Chaque année, l'Insee estime la population des régions et des départements (France métropolitaine et Dom) à la date du 1er janvier. Ces estimations annuelles de population sont déclinées par sexe et par âge. L'âge s'entend comme l'âge atteint au 1er ianvier de l'année considérée.

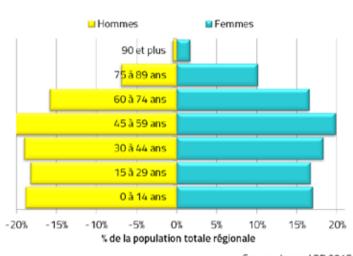
Population immigrée

Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. A l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers.

Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs).

La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

Pyramide des âges en Bourgogne-Franche-Comté



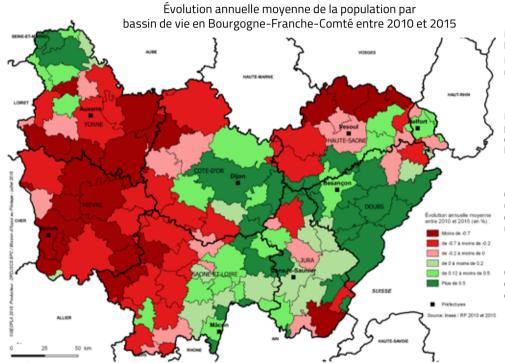
Source: Insee / RP 2015

Population étrangère

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité (ou

plusieurs) sont considérées en France comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment).

À la différence de celle d'immigré, la qualité d'étranger ne perdure pas toujours tout au long de la vie : on peut, sous réserve que la législation en vigueur le permette, devenir français par acquisition.



Évènement enregistré, évènement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'évènement : le lieu de la naissance ou du décès.

Le lieu du domicile est celui du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

Indice de vieillissement

Il s'agit du nombre de personnes âgées de 65 ans et plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans. Cet indicateur permet de mesurer le degré de vieillissement de la population : plus l'indice est élevé, plus le vieillissement est important.

Espérance de vie à la naissance

C'est la durée moyenne de vie (ou âge moyen au décès) pour une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année étudiée. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure de l'âge.

Espérance de vie à 65 ans

C'est le nombre moyen d'années restant à vivre à partir de 65 ans, dans les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

Aide complémentaire :

Les résultats des recensements de la population : https://www.insee.fr/fr/information/2008354

DÉMOGRAPHIE

Données générales

Source : INSEE, estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2017), RP 2015 exploitation complémentaire

	Région	¦ Côte-d'Or !	Doubs	¦ Jura	¦ Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Superficie en km²	47 784	8 763	5 234	4 999	6 817	5 360	8 575	7 427	609	543 963	633 179
Population au 01/01/2015 (Recensement de population)	2 820 940	533 147	536 959	260 587	211 747	237 706	555 408	340 903	144 483	64 300 821	66 449 434
Population au 01/01/2018 (Estimation de population) (1)	2 813 289	536 837	540 890	259 393	205 942	234 316	553 129	338 303	144 479	65 018 096	67 186 638
Population étrangère au 01/01/2015 (Recensement de population)	122 929	24 885	28 311	10 445	7 626	6 606	24 930	14 962	8 379	4 078 093	nd
Projection de la population en 2040 (2)	2 938 000	565 000	600 000	269 000	200 000	241 000	553 000	348 000	162 000	70 143 000	72 449 000
Taux de croissance annuel moyen 2010-2015 en %	0,1	0,3	0,3	-0,1	-0,7	-0,2	0,0	-0,1	0,2	0,5	0,5
dont dû au solde migratoire	-0,1	0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,3	0,1	0,0	-0,1	0,1	0,1
Densité au 01/01/2017 (nombre d'habitants par km²)	59	61	103	52	30	44	65	46	237	120	106
Naissances domiciliées 2016 définitives	28 301	5 378	6 344	2 540	1 675	2 271	5 097	3 403	1 593	742 690	795 376
Décès domiciliés 2016 définitifs	29 499	4 819	4 466	2 744	2 995	2 557	6 487	4 169	1 262	578 891	590 993
Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines en 2015 (3)	67,8	84,6	77,4	55,5	46,0	52,8	62,4	59,4	89,7	82,9	82,9
Part des familles monoparentales en 2015 en %	13,3	13,4	13,9	12,9	13,4	13,2	11,9	13,8	16,4	15	15,6
Taux d'activité de la population en 2015 (rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans en %) (3)	73,9	74,0	74,5	75,4	70,2	74,3	74,1	73,6	72,9	73,8	73,7

- (1) Indicateurs sociaux départementaux ; Les estimations de population pour l'année 2018 sont des estimations précoces provisoires.
- (2) selon le scénario central de l'Insee
- (3) Indicateurs sociaux départementaux présentation du zonage en aires urbaines. Codes indiquant la catégorie de la commune au sein du découpage en aires urbaines : 111, 112, 120, 211, 212, 221, 222, 300, 400

Indicateurs démographiques

Sources: DREES; INSEE, estimation de population 2018 (données provisoires), État civil

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Taux de natalité en 2016 : naissances domiciliées pour 1 000 habitants	10,1	10,0	11,7	9,8	8,1	9,7	9,2	10,1	11,0	11,4	11,8
Taux de mortalité en 2016 : décès domiciliés pour 1 000 habitants (1)	10,5	9,0	8,3	10,6	14,3	10,8	11,7	12,3	8,7	9,0	8,9
Taux mortalité infantile (rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'un an et le nombre d'enfants nés vivants en 2014-2015-2016) (1)		3,4	4,6	3,2	5,1	2,7	3,5	2,8	5,3	3,4	3,5
Indice de vieillissement de la population au 01/01/2018 (Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans) (1)		88,4	77,4	100,2	152,1	97,3	117,4	102,6	79,5	82,1	80,8
Espérance de vie à la naissance en 2017 (1)											
Femmes	84,8	85,4	84,7	85,2	83,4	83,9	85,2	84,3	84,9	85,4	85,3
Hommes	78,7	79,3	79,3	79,5	76,4	78,4	79,2	77,3	79,2	79,5	79,5
Espérance de vie à 65 ans en 2017 (1)											
Femmes	22,8	23,1	23,0	23,3	22,6	22,0	23,0	22,3	22,4	23,2	23,2
Hommes	19,2	19,4	19,6	19,6	18,4	19,0	19,5	18,2	19,3	19,4	19,4

⁽¹⁾ Indicateurs sociaux départementaux

Les estimations de population pour l'année 2018 sont des estimations précoces provisoires.

DÉMOGRAPHIE

Structure par âge de la population Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2018 - FEMMES

Source : INSEE, estimation de population 2018 (données provisoires), État civil

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
0 - 4 ans	70 063	13 392	15 078	6 398	4 104	5 748	12 850	8 622	3 871	1 782 216	1 867 893
5 - 9 ans	80 037	14 732	16 704	7 518	4 765	6 775	15 194	10 028	4 321	1 958 460	2 047 671
10 - 14 ans	83 100	15 350	16 983	8 006	5 237	7 076	15 702	10 268	4 478	1 969 873	2 062 535
15 - 19 ans	80 923	18 209	17 188	7 258	4 766	6 316	14 176	8 973	4 037	1 953 630	2 038 916
20 - 24 ans	67 992	18 034	15 922	5 172	3 814	4 303	10 680	6 382	3 685	1 798 010	1 860 041
25 - 54 ans	507 241	99 529	101 293	46 592	33 162	42 247	96 795	60 495	27 128	12 505 243	12 945 576
55 - 59 ans	96 712	18 090	17 376	9 002	7 592	8 410	19 591	11 794	4 857	2 146 823	2 216 883
60 - 64 ans	97 261	17 592	16 792	8 967	8 491	8 680	20 213	11874	4 652	2 069 829	2 129 262
65 - 74 ans	175 120	31 185	28 949	16 187	15 864	14 754	38 077	22 219	7 885	3 634 584	3 716 479
75 - 84 ans	111 537	18 858	18 587	10 566	10 771	8 912	25 167	13 613	5 063	2 261 379	2 308 710
85 ans et +	72 921	12 706	11 173	7 178	7 930	5 242	16 502	9 287	2 903	1 437 768	1 459 519
Ensemble	1 442 907	277 677	276 045	132 844	106 496	118 463	284 947	173 555	72 880	33 517 815	34 653 485
Moins de 6 ans	85 524	16 277	18 281	7 924	5 037	7 050	15 820	10 456	4 679	2 163 301	2 266 490
Enfants de 6 à 16 ans	180 852	33 567	37 039	17 181	11 161	15 399	34 251	22 577	9 677	4 335 520	4 536 369
Jeunes de 16 à 25 ans	145 743	36 151	32 911	11 876	8 374	10 152	23 952	14 673	7 654	3 726 888	3 868 342
Population de 26 à 64 ans	687 825	132 308	132 463	63 464	48 425	58 325	134 256	82 766	35 818	16 356 480	16 913 687
Population de 65 ans et plus	359 578	62 749	58 709	33 931	34 565	28 908	79 746	45 119	15 851	7 333 731	7 484 708
Population de 75 ans et plus	184 458	31 564	29 760	17 744	18 701	14 154	41 669	22 900	7 966	3 699 147	3 768 229
Population de 80 ans et plus	127 057	21 789	20 169	12 239	13 223	9 490	28 775	16 022	5 350	2 531 367	2 573 682

Structure par âge de la population Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2018 - HOMMES

Source: INSEE, estimation de population 2018 (données provisoires), État civil

	Région	¦ Côte-d'Or !	Doubs	¦ Jura ¦	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
0 - 4 ans	73 448	13 718	16 003	6 557	4 222	6 119	13 680	8 958	4 191	1 860 560	1 948 994
5 - 9 ans	84 259	15 575	17 622	7 678	5 233	7 182	15 759	10 467	4 743	2 051 656	2 144 661
10 - 14 ans	87 667	15 965	17 429	8 530	5 642	7 903	16 314	11 034	4 850	2 059 451	2 154 697
15 - 19 ans	87 265	17 945	17 843	7 964	5 700	7 083	16 049	9 966	4 715	2 052 139	2 140 382
20 - 24 ans	73 832	17 689	16 782	5 704	4 454	4 949	12 143	7 139	4 972	1 843 385	1 903 554
25 - 54 ans	504 127	97 974	102 195	46 600	33 198	42 539	95 097	58 920	27 604	12 170 976	12 544 256
55 - 59 ans	91 886	16 463	16 153	8 833	7 331	8 215	19 243	11 349	4 299	2 027 368	2 091 464
60 - 64 ans	90 724	16 197	15 159	8 562	7 885	8 052	19 085	11 705	4 079	1 889 872	1 943 594
65 - 74 ans	159 581	27 635	26 269	14 807	14 636	14 138	34 435	20 625	7 036	3 209 094	3 280 344
75 - 84 ans	83 615	14 102	13 955	7 861	8 059	7 132	18 426	10 385	3 695	1 665 406	1 700 260
85 ans et +	33 978	5 897	5 435	3 453	3 086	2 541	7 951	4 200	1 415	670 374	680 947
Ensemble	1 370 382	259 160	264 845	126 549	99 446	115 853	268 182	164 748	71 599	31 500 281	32 533 153
Moins de 6 ans	89 732	16 794	19 433	8 005	5 235	7 485	16 726	10 923	5 131	2 261 959	2 368 452
Enfants de 6 à 16 ans	190 895	35 253	38 432	18 102	12 289	16 767	35 780	23 830	10 442	4 538 017	4 745 442
Jeunes de 16 à 25 ans	157 982	35 588	34 585	13 079	9 798	11 513	27 391	16 411	9 617	3 852 409	3 993 868
Population de 26 à 64 ans	672 360	127 336	130 195	62 847	47 602	57 786	130 908	80 540	35 146	15 720 938	16 200 439
Population de 65 ans et plus	277 174	47 634	45 659	26 121	25 781	23 811	60 812	35 210	12 146	5 544 874	5 661 551
Population de 75 ans et plus	117 593	19 999	19 390	11 314	11 145	9 673	26 377	14 585	5 110	2 335 780	2 381 207
Population de 80 ans et plus	71 001	12 049	11 654	6 844	6 731	5 643	16 167	8 837	3 076	1 405 956	1 430 724

DÉMOGRAPHIE

Structure par âge de la population Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2018 - ENSEMBLE

Source : INSEE, estimation de population 2018 (données provisoires), État civil

	Région	¦ Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
0 - 4 ans	143 511	27 110	31 081	12 955	8 326	11 867	26 530	17 580	8 062	3 642 776	3 816 887
5 - 9 ans	164 296	30 307	34 326	15 196	9 998	13 957	30 953	20 495	9 064	4 010 116	4 192 332
10 - 14 ans	170 767	31 315	34 412	16 536	10 879	14 979	32 016	21 302	9 328	4 029 324	4 217 232
15 - 19 ans	168 188	36 154	35 031	15 222	10 466	13 399	30 225	18 939	8 752	4 005 769	4 179 298
20 - 24 ans	141 824	35 723	32 704	10 876	8 268	9 252	22 823	13 521	8 657	3 641 395	3 763 595
25 - 54 ans	1 011 368	197 503	203 488	93 192	66 360	84 786	191 892	119 415	54 732	24 676 219	25 489 832
55 - 59 ans	188 598	34 553	33 529	17 835	14 923	16 625	38 834	23 143	9 156	4 174 191	4 308 347
60 - 64 ans	187 985	33 789	31 951	17 529	16 376	16 732	39 298	23 579	8 731	3 959 701	4 072 856
65 - 74 ans	334 701	58 820	55 218	30 994	30 500	28 892	72 512	42 844	14 921	6 843 678	6 996 823
75 - 84 ans	195 152	32 960	32 542	18 427	18 830	16 044	43 593	23 998	8 758	3 926 785	4 008 970
85 ans et +	106 899	18 603	16 608	10 631	11 016	7 783	24 453	13 487	4 3 1 8	2 108 142	2 140 466
Ensemble	2 813 289	536 837	540 890	259 393	205 942	234 316	553 129	338 303	144 479	65 018 096	67 186 638
Moins de 6 ans	175 256	33 071	37 714	15 929	10 272	14 535	32 546	21 379	9 810	4 425 260	4 634 942
Enfants de 6 à 16 ans	371 747	68 820	75 471	35 283	23 450	32 166	70 031	46 407	20 119	8 873 537	9 281 811
Jeunes de 16 à 25 ans	303 725	71 739	67 496	24 955	18 172	21 665	51 343	31 084	17 271	7 579 297	7 862 210
Population de 26 à 64 ans	1 360 185	259 644	262 658	126 311	96 027	116 111	265 164	163 306	70 964	32 077 418	33 114 126
Population de 65 ans et plus	636 752	110 383	104 368	60 052	60 346	52 719	140 558	80 329	27 997	12 878 605	13 146 259
Population de 75 ans et plus	302 051	51 563	49 150	29 058	29 846	23 827	68 046	37 485	13 076	6 034 927	6 149 436
Population de 80 ans et plus	198 058	33 838	31 823	19 083	19 954	15 133	44 942	24 859	8 426	3 937 323	4 004 406

Structure par âge de la population Pourcentage par classe d'âge au 1er janvier 2018 - ENSEMBLE

Source: INSEE, estimation de population 2018 (données provisoires), État civil

	Région	¦ Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
0 - 4 ans	5,2	5,0	5,7	5,0	4,0	5,1	4,8	5,2	5,6	5,6	5,7
5 - 9 ans	6,0	5,6	6,3	5,9	4,9	6,0	5,6	6,1	6,3	6,2	6,2
10 - 14 ans	6,2	5,8	6,4	6,4	5,3	6,4	5,8	6,3	6,5	6,2	6,3
15 - 19 ans	6,1	6,7	6,5	5,9	5,1	5,7	5,5	5,6	6,1	6,2	6,2
20 - 24 ans	5,2	6,7	6,0	4,2%	4,0	3,9	4,1	4,0	6,0	5,6	5,6
25 - 54 ans	36,9	36,8	37,6	35,9	32,2	36,2	34,7	35,3	37,9	38,0	37,9
55 - 59 ans	6,9	6,4	6,2	6,8	7,2	7,1	7,0	6,8	6,4	6,4	6,4
60 - 64 ans	6,9	6,3	5,9	6,8	8,0	7,1	7,1	7,0	6,0	6,1	6,1
65 - 74 ans	12,2	11,0	10,2	11,9	14,8	12,3	13,1	12,7	10,3	10,5	10,4
75 - 84 ans	7,1	6,1	6,0	7,1	9,1	6,8	7,9	7,1	6,1	6,0	6,0
85 ans et +	3,9	3,5	3,1	4,1	5,3	3,3	4,4	4,0	3,0	3,2	3,2
Ensemble	2 740 764	518 320	529 690	253 098	198 892	231 706	536 364	329 496	143 198	63 000 562	65 066 306
Moins de 6 ans	6,4	6,2	7,0	6,1	5,0	6,2	5,9	6,3	6,8	6,8	6,9
Enfants de 6 à 16 ans	13,6	12,8	14,0	13,6	11,4	13,7	12,7	13,7	13,9	13,6	13,8
Jeunes de 16 à 25 ans	11,1	13,4	12,5	9,6	8,8	9,2	9,3	9,2	12,0	11,7	11,7
Population de 26 à 64 ans	49,6	48,4	48,6	48,7	46,6	49,6	47,9	48,3	49,1	49,3	49,3
Population de 65 ans et plus	23,2	20,6	19,3	23,2	29,3	22,5	25,4	23,7	19,4	19,8	19,6
Population de 75 ans et plus	11,0	9,6	9,1	11,2	14,5	10,2	12,3	11,1	9,1	9,3	9,2
Population de 80 ans et plus	7,2	6,3	5,9	7,4	9,7	6,5	8,1	7,3	5,8	6,1	6,0

DÉMOGRAPHIE

Structure par catégories socioprofessionnelles de la population (population de 15 ans révolus et plus)

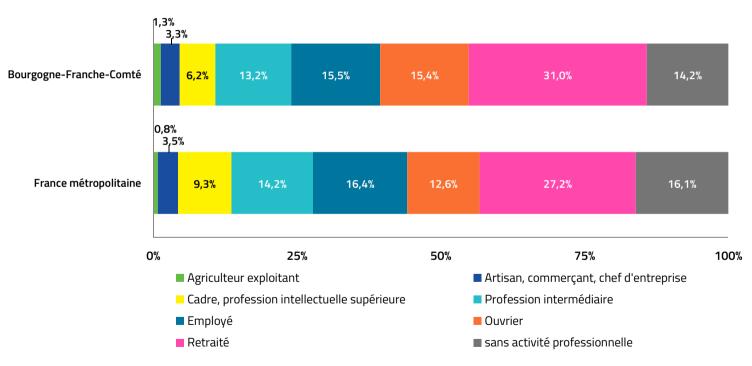
Pourcentages par catégorie socioprofessionnelle au 1er janvier 2015

Source : INSEE, RP 2015

	Région	Côte-d'Or	Doubs	¦ ¦ Jura !	i Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Agriculteur exploitant	1,3	1,1	0,9	1,4	1,7	1,4	1,6	1,5	0,2	0,8	0,8
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	3,3	3,4	3,0	3,8	3,4	3,3	3,5	3,4	2,5	3,5	3,5
Cadre, profession intellectuelle supérieure	6,2	8,3	7,3	5,2	4,2	5,0	5,1	5,0	8,5	9,3	9,2
Profession intermédiaire	13,2	14,5	14,3	13,3	10,7	13,0	12,1	12,2	14,1	14,2	14,1
Employé	15,5	16,2	15,0	15,1	15,0	15,5	15,3	16,3	15,7	16,4	16,5
Ouvrier	15,4	13,2	17,0	17,1	12,9	17,2	15,3	15,4	15,1	12,6	12,6
Retraité	31,0	27,9	26,7	31,5	38,0	31,5	34,4	33,0	26,9	27,2	26,9
Sans activité professionnelle	14,2	15,3	15,7	12,6	14,0	13,2	12,7	13,3	16,9	16,1	16,5

Les 15 ans et plus par catégories socioprofessionnelles Comparaison entre la Bourgogne-Franche-Comté et la France métropolitaine au 1er janvier 2015

Source: Insee, RP 2015



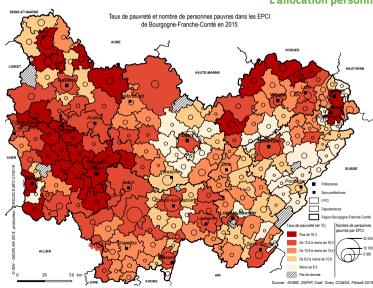
COHÉSION SOCIALE Définitions

Cohésion sociale

C'est la capacité de la société à assurer le bien-être de tous ses membres, aller vers l'équité, l'égalité de traitement, l'autonomie des personnes, le respect de la dignité dans la diversité, la participation et l'engagement citoven.

Taux de pauvreté

Il correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur, pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros).



Intensité de la pauvreté

Cet indicateur permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Il est calculé de la manière suivante : (seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre) / seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé, plus la pauvreté est dite intense au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Mise en place en 2002, elle est versée par les conseils départementaux aux personnes âgées de 60 ans ou plus évaluées comme dépendantes d'après la grille AGGIR, qu'elles vivent à leur domicile ou qu'elles résident en établissement. Cette prestation permet de financer en partie, les différentes aides (humaines et techniques) auxquelles ces personnes ont recours pour compenser leurs difficultés dans la réalisation des actes de la vie quotidienne. Pour en savoir plus sur l'APA: http://solidarites-sante.gouv. fr/affaires-sociales/personnes-agees/droits-et-aides/ apa-allocation-personnalisee-d-autonomie/

L'allocation de solidarité spécifique (ASS)

Elle a été instituée en 1984. Il s'agit d'une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage, et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

Les allocations du minimum vieillesse (ASV et ASPA)

L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV), créée en 1956, s'adresse aux personnes âgées de plus de 65 ans (60 ans en cas d'inaptitude au travail), et leur assure un niveau de revenu égal au minimum vieillesse. Une nouvelle prestation, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est entrée en vigueur le 13 janvier 2007. Cette allocation unique se substitue, pour les nouveaux bénéficiaires, aux prestations de premier étage du minimum (qui ne font pas partie des minima sociaux) et à l'allocation supplémentaire vieillesse.

L'allocation aux adultes handicapés (AAH)

Elle a été instituée en 1975. Elle s'adresse aux personnes handicapées ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse, ni à une pension d'invalidité, ni à une rente d'accident du travail. Le titulaire doit justifier d'un taux d'incapacité d'au moins 80 %, ou d'au moins 50 % si la CDAPH (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) reconnaît qu'il lui est impossible de travailler en raison de son handicap.

La prestation de compensation du handicap

La prestation de compensation du handicap (PCH) a été introduite en 2006 et a vocation à se substituer à l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP).

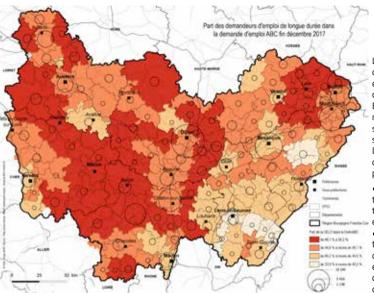
Cette aide est désormais octroyée en fonction des limitations fonctionnelles de l'individu. Il s'agit d'une aide en nature, permettant de financer un ou plusieurs types de prises en charge : aides humaines, aides techniques, aménagements du logement et du véhicule, charges spécifiques ou exceptionnelles, ou encore aides animalières

CMU (Couverture Maladie Universelle) et CMU-C (Couverture Maladie Universelle Complémentaire)

Mise en place à partir du 1er janvier 2000, la CMU est un droit immédiat et permanent à l'assurance maladie et maternité de base pour toute personne en résidence stable et régulière sur le territoire et qui n'en bénéficie pas déjà. La CMU de base concerne les personnes en situation de grande exclusion et les anciens assurés personnels. La CMU complémentaire (CMU-C) concerne ceux dont les revenus ne dépassent pas un certain seuil et ouvre droit à la prise en charge intégrale du ticket modérateur et des dépenses supplémentaires concernant l'optique, les prothèses dentaires, l'orthopédie dento-faciale, les audioprothèses. Elle couvre aussi le forfait hospitalier. Enfin, elle dispense de l'avance de frais.

Le revenu de solidarité active (RSA)

En vigueur depuis le 1er juin 2009 en France métropolitaine, et depuis le 1er janvier 2011 dans les départements d'outre-mer remplace le revenu minimum d'insertion (RMI). l'allocation de parent isolé (API) et les dispositifs associés d'intéressement à la reprise d'activité. Le RSA apporte également un complément de revenu à des travailleurs pauvres qui n'auraient pas pu bénéficier de ces aides. Depuis le 1er septembre 2010, le RSA est étendu aux moins de 25 ans (RSA jeunes) sous condition de justifier de deux ans d'activité en équivalent temps plein, au cours des trois dernières années.



Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou +) qui répond simultanément à trois conditions:

- 1) être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé même une heure, durant une semaine de référence,
- 2) être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours, 3) avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent, ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle Emploi (et inversement).

Demandeurs d'emploi

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du BIT : certains ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories :

- Catégorie A : demandeurs tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.
- Catégorie B : demandeurs tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, avant exercé une activité réduite courte (moins de78 h au cours du mois).
- Catégorie C : demandeurs

tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 h dans le mois).

Prime d'activité

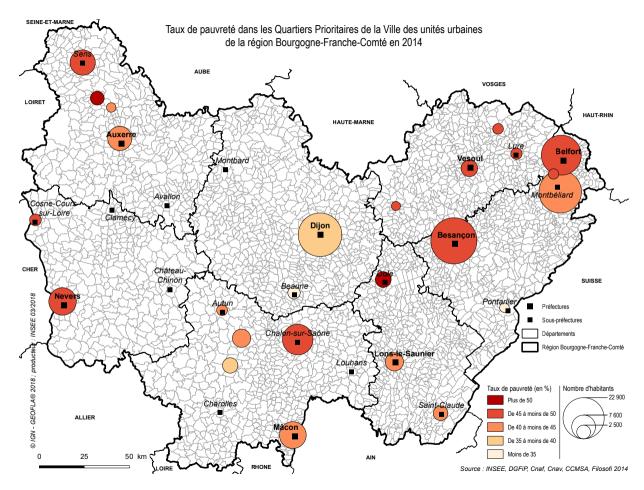
La prime d'activité est entrée en vigueur le 1er janvier 2016. Il s'agit d'un complément de revenu versé chaque mois, à partir du 5 février 2016, sous conditions de ressources, aux travailleurs modestes. Elle remplace la prime pour l'emploi (PPE) et la partie « activité » du revenu de solidarité active (RSA).

Politique de la ville en 2013(1)

Sources: INSEE, RP 2013 exploitation principale, RP 2013 exploitation complémentaire pour les DOM, CGET

	Région	; ¦ Côte-d'Or !	: Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière (1)
Nombre de quartiers prioritaires	58	6	13	4	5	5	13	7	5	1 296	1 436
Population légale en quartier prioritaire	149 803	22 119	43 313	8 573	9 633	7 620	25 218	16 187	17 140	4 856 046	5 353 790
Population légale des communes	2 819 783	529 761	533 320	260 502	215 221	238 956	556 222	341 483	144 318	63 697 865	65 777 356
Part de la population résidant dans un quartier prioritaire en %	5,3	4,2	8,1	3,3	4,5	3,2	4,5	4,7	11,9	7,6	8,1

(1) Mayotte: population issue du RP 2012



Immigration - Intégration Immigration et origines en 2015

Sources: INSEE, RP 2015 (exploitation principale, géographie au 01/01/2017, RP 2015 exploitation complémentaire pour les Dom)

	Région	¦ ¦ Côte-d'Or !	Doubs	¦ ¦ Jura !	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	¦ Territoire ¦ de Belfort	France métropolitaine	France entière
Nombre de personnes immigrées (1)	187 628	36 337	43 221	14 881	10 390	10 479	36 557	22 665	13 099	5 982 300	6 106 695
Pays de naissance des immigrés											
Portugal	26 498	4 575	3 926	2 481	1 516	1 640	7 277	4 458	625	621 328	621 777
Italie	12 040	2 052	2 764	1 007	418	643	3 646	723	787	285 814	286 303
Espagne	6 541	1 265	1 204	493	447	229	1 585	924	394	248 268	248 884
Autres pays de l'UE (à 27)	19 387	3 667	2 816	1 291	2 416	1 310	4 494	2 450	943	736 191	739 220
Autres pays d'Europe	18 571	2 664	6 696	1 705	654	1 170	2 722	1 056	1 904	288 806	289 356
Algérie	22 391	3 908	6 966	1 238	533	1 071	4 110	1 609	2 956	790 158	790 681
Maroc	28 542	7 197	6 038	2 251	1 125	1 984	3 360	4 964	1 623	740 552	741 238
Tunisie	5 312	780	903	256	233	133	1977	713	317	269 613	269 829
Autres pays d'Afrique	16 098	4834	3 285	796	1 158	465	2 066	2 632	862	873 728	890 488
Turquie	14 702	1 177	4 266	2 280	553	1 001	2 448	1 422	1 555	249 079	249 108
Autres pays	17 546	4 218	4 357	1 083	1 338	833	2 871	1 713	1 133	878 764	979 810
Part des femmes dans la population immigrée en %	51,6	51,6	52,3	51,4	50,6	51,2	50,9	51,3	52,4	51,4	51,5

(1) Définition population immigrée p. 5

Immigration - Intégration Activité et chomâge de la population immigrée et étrangère

Sources: INSEE, RP 2015 (exploitation principale)

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Activité de la population âgée de 15 ans et plus											
Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi	1 126 874	224 863	222 349	106 762	75 523	94 566	216 128	130 035	56 649	26 144 353	26 469 892
Immigrés	69 591	14 664	15 948	6 041	3 440	3 725	12 330	8 755	4 689	2 608 581	2 635 893
Non immigrés	1 057 282	210 198	206 401	100 721	72 083	90 841	203 798	121 280	51 960	23 535 772	23 833 999
Français	1 089 672	216 910	214 331	103 296	73 539	92 675	209 144	125 400	54 377	24 630 608	24 936 851
Étrangers (1)	37 202	7 953	8 0 1 8	3 466	1 984	1 891	6 984	4 635	2 272	1 513 745	1 533 041
Taux de chômage de la population âgée de 15 ans et plus (2)	13,9	12,9	13,7	11,8	15,3	14,3	13,8	15,5	17,4	14,7	15,2
Immigrés	24,9	24,3	26,5	21,1	25,1	21,7	24,1	25,1	29,1	22,6	23,1
Non immigrés	13,1	11,9	12,5	11,2	14,7	14,0	13,1	14,7	16,1	13,7	14,2
Français	12,2	11,0	11,8	10,3	13,6	12,9	12,2	13,6	15,2	12,8	13,3
Étrangers	29,1	28,7	31,8	24,9	29,6	26,8	27,0	29,7	33,7	25,1	25,8

⁽¹⁾ Définition population étrangère p. 5

⁽²⁾ Au sens du recensement de la population

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Revenus et inégalités de revenus (année 2015)

Sources : DREES ; INSEE, DADS, fichier salariés au lieu de résidence ; INSEE-DGFIP-CNAF-CNAV-CCMSA, fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi); CAF, données au 31 décembre 2015

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Niveau de vie médian des ménages (en euros) (1)	20 340	21 224	21 325	20 534	19 359	19 460	19 737	19 808	20 632	20 566	nd
Disparités des revenus des ménages (rapport interdécile D9/D1) du niveau de vie (1)	3,1	3,1	3,3	3,0	3,0	2,8	2,9	3,0	3,4	3,5	nd
Taux de pauvreté monétaire (seuil de pauvreté à 60 %) (1)	13,2	11,7	12,3	11,9	15,7	14,2	13,3	14,6	15,1	14,9	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60 %) dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans (1)		19,9	20,6	18,2	27,1	24,2	20,3	22,2	24,9	23,0	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60 %) dont le référent fiscal est âgé de 75 ans et plus (1)		6,5	6,7	8,3	7,9	9,0	8,2	6,6	6,8	8,4	nd
Intensité de la pauvreté monétaire (1)	19,4	19,7	19,5	18,6	21,3	18,8	18,6	19,9	19,9	21,0	nd
Nombre total de ménages fiscaux	1 221 204	225 438	228 092	114 239	98 077	102 309	245 286	148 124	59 639	27 071 573	nd
Part des ménages fiscaux imposés (2)	54,4	58,9	57,3	54,1	50,2	49,0	52,1	53,7	55,2	55,4	nd
Revenu salarial annuel moyen et professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) dans le secteur privé (1)	19 980	21 290	19 320	19 150	19 150	18 800	20 090	19 860	21 680	22 690	22 640
Femmes	16 660	18 130	15 930	15 800	16 410	15 810	16 450	16 850	16 930	19 140	19 130
Hommes	22 510	23 830	21 960	21 670	21 230	20 990	22 740	22 100	24 990	25 420	25 350
Cadres (y compris les chefs d'entreprise salariés)	39 620	40 660	38 470	38 470	37 360	37 940	39 960	39 490	42 720	44 880	44 880
Professions intermédiaires	23 500	23 990	22 590	23 710	23 310	22 570	23 910	23 950	23 480	24 380	24 390
Employés	14 710	15 580	13 920	14 100	14 490	14 170	14 790	15 170	14 630	15 380	15 390
Ouvriers	17 230	17 700	16 520	16 880	17 270	16 740	17 770	17 380	17 110	17 480	17 450

⁽¹⁾ Indicateurs sociaux départementaux

⁽²⁾ Salariés au lieu de résidence, du secteur privé et des entreprises publiques, y compris les bénéficiaires de contrats aidés. Sont exclus les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers employeurs.

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Inclusion bancaire (1)

Source : Banque de France

	Région	¦ Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	¦ France entière
Nombre de dossiers de surendettement déposés	et part des	dossiers ju	gés receva	ables	i I I I	1 1 1 1					
Dossiers de surendettement déposés				! !							
2008	9 347	1 783	1 438	794	1 022	752	1 850	1 239	469	188 485	190 162
2015	10 912	1975	1 739	892	1 146	774	2 215	1 542	629	217 340	219 578
2016	9 760	1 739	1 538	787	1 012	583	2 182	1 404	515	194 194	196 482
Dossiers de surendettement jugés recevables				 					1		
2008	8 110	1 5 7 5	1 109	701	920	591	1 722	1 055	437	161 033	162 300
2015	10 480	1812	1 767	921	1 048	766	2 205	1 376	585	197 859	199 816
2016	8 611	1 489	1 338	672	910	552	1 882	1 278	490	175 125	177 010
Part des dossiers de surendettement jugés rec	evables			 			i i		1		
2008	86,8	88,3	77,1	88,3	90,0	78,6	93,1	85,1	93,2	85,4	85,3
2015	96,0	91,7	101,6	103,3	91,4	99,0	99,5	89,2	93,0	91,0	91,0
2016	88,2	85,6	87,0	85,4	89,9	94,7	86,3	91,0	95,1	90,2	90,1

(1) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

Pauvreté - Précarité - Exclusion Chomâge

Sources: DREES; INSEE; Pôle emploi; DARES, Statistiques du marché du travail (champ: demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi); ASP, traitement DARES

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire		Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Données septembre 2018											
Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (1)	217 250	41 420	42 800	17 920	13 650	18 180	44 500	26 390	12 400	5 688 100	6 003 900
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (1)	120 390	22 110	25 070	9 350	7 7 1 0	10 520	23 110	14 770	7 750	3 413 800	3 677 300
Nombre de demandeurs d'emploi longue durée (Catégories A, B, C) (1)	101 850	19 970	19 360	7 600	6 610	8 500	21 720	12 540	5 570	2 661 000	2 834 800
Proportion en % des femmes parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	52,8	53,4	51,4	53,6	51,8	53,9	53,7	52,8	50,9	52,3	52,4
Proportion en % des moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	14,7	14,4	14,0	15,1	15,0	15,9	14,8	15,0	14,9	13,7	13,6
Proportion en % des 50 ans et plus parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	26,2	24,5	24,7	26,7	29,2	26,9	27,8	26,4	25,1	25,1	25,3
Données 2016-2017			!								
Taux de chômage localisé (2º trimestre 2017) en % (2)	8,3	7,7	8,4	6,9	8,4	8,8	8,4	8,8	9,9	9,2	nd
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en QPV											
Catégorie A tous âges		! !									
Décembre 2016	15 544	2 454	4 498	816	779	918	2 780	1 744	1 555	519 097	550 344
Décembre 2017	15 230	2 573	4 445	746	742	830	2 705	1 720	1 469	527 096	557 982
Catégorie A, B, C tous âges											
Décembre 2016	22 687	3 712	6 399	1 243	1 137	1 248	4 146	2 560	2 242	728 961	765 218
Décembre 2017	23 142	3 954	6 738	1 123	1 096	1 180	4 157	2 647	2 247	761 150	797 537
Nombre de demandeurs d'emploi de longue durée en QPV en 2017 (3)		 									
Demandeurs d'emploi dans les QPV (catégorie A, B ou C)	23 142	3 954	6 738	1 123	1 096	1 180	4 157	2 647	2 247	761 150	797 537
Demandeurs d'emploi de longue durée dans les QPV (catégorie A, B ou C)	10 382	1872	2 942	458	469	587	1 875	1 189	990	338 618	359 133
Part des demandeurs d'emploi de longue durée parmi les demandeurs d'emploi au sein des QPV en %	45	47	44	41	43	50	45	45	44	44	45

(1) Données exprimées en milliers

(2) Indicateurs sociaux départementaux

Pauvreté - Précarité - Exclusion

RSA et Minima sociaux

Sources: DREES; données CNAMTS, RSI, CCMSA, Calculs Fonds CMU; MSA; CNAF; INSEE, estimations de population au 01/01/2018 (Résultats provisoires arrêtés début 2018), estimations de population au 01/01/17 (résultats provisoires arrêtés fin 2017); Pôle emploi; Fichier national des Assedic

	54.					Haute-	Saône-et-		Territoire	France	
	Région	Côte-d'Or	Doubs		Nièvre !	Saône	Loire			métropolitaine	France entière
Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31.12.2017 (1)	57 817	9 423	11 679	3 618	5 585	4 389	10 021	8 9 7 9	4 123	1 653 100	1 853 800
Dont:											
RSA majoré	6 884	1 133	1 423	453	640	602	1 130	1 023	480	190 900	222 100
RSA non majoré	50 885	8 281	10 248	3 159	4 940	3 783	8 885	7 946	3 643	1 461 300	1 630 800
RSA jeune	48	9	8	6	5	4	6	10	0	900	900
Taux de population couverte par le RSA total en % (2) (4)	4,2	3,3	4,5	2,8	5,5	4,0	3,7	5,5	5,8	5,1	5,6
Allocataires de la prime d'activité au 31.12.2017	111 764	22 088	19 741	9 432	8 688	9 443	21611	14 780	5 981	2 670 200	2 779 700
Dont :											
Prime d'activité majorée	6 494	1 272	1 065	613	485	553	1 2 1 7	965	324	153 300	162 000
Prime d'activité non majorée	105 270	20 816	18 676	8 8 1 9	8 203	8 890	20 394	13 815	5 657	2 516 900	2 617 700
Allocataires de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) au 31.12.2016 (3)	17 000	2 700	2 920	1 160	1 520	1 720	3 580	2 330	1 070	419 700	454 200
Allocataires de l'ASS pour 100 personnes de 15 à 64 ans (4)	1,0	0,8	0,9	0,7	1,3	1,2	1,1	1,2	1,2	1,0	1,1
Allocataires de l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) et de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) au 31.12.2016	18 310	2 780	2 910	1 620	1 870	1 550	3 940	2 390	1 250	481 420	545 325
Allocataires de l'ASV et de L'ASPA pour 100 personnes de 60 ans et plus	2,2	1,9	2,1	2,1	2,4	2,2	2,2	2,3	3,4	2,9	3,2
Bénéficiaires de la couverture maladie universelle complé	mentaire (CM	UC) en 2017		1	1	1			1		
Bénéficiaires de la CMU complémentaire	175 063	27 365	37 423	11 786	15 104	13 743	32 582	24 807	12 253	4 791 414	5 371 709
Bénéficiaires de la CMUC en % de la population totale (4)	6,2	5,1	6,9	4,5	7,3	5,8	5,9	7,3	8,5	7,4	8,1

- (1) Les données portant sur les allocataires relevant des Caf sont établies selon le territoire de gestion des Caf et non selon le lieu de résidence
- (2) Population couverte par le RSA: l'allocataire, le conjoint et les personnes à charge
- (3) Données semi-définitives
- (4) Indicateurs sociaux départementaux

Handicap - Dépendance

Allocataires AAH - APA - PCH - ACTP - Personnes prises en charge par des mandataires

Sources : DREES, enquête sur les allocations du minimum vieillesse, enquête aide sociale, ISD, enquêtes DREES auprès de la CNAV, du RSI, de la MSA, de la CDC, de l'ENIM, de la SNCF, de la CAVIMAC pour la France métropolitaine ; INSEE, estimations de population 2017 (résultats provisoires arrêtés fin 2017) ; CNAV pour les Dom

	Région	; ¦ Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Adultes allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au 31.12.2017 (1)	53 968	7 919	9 813	4 943	6 269	4 863	11 145	6 888	2 128	1 089 852	1 129 309
Part des allocataires AAH dans la population des 20 ans à 64 ans en % (2)	3,5	2,6	3,2	3,5	5,8	3,8	3,8	3,8	2,6	3,0	3,0
Nombre de bénéficiaires de l'Allocation Person- nalisée d'Autonomie (APA) au 31.12.2016	67 856	11 094	11 654	5 477	6 551	4 974	16 560	8 268	3 278	1 252 973	1 286 472
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 75 ans et + (2)	8,4	7,8	8,7	7,2	8,6	7,3	9,3	8,1	9,1	7,6	7,6
Bénéficiaires de l'APA à domicile pour 100 personnes de 75 ans et + (2)	22,5	21,6	24,0	19,1	21,8	20,9	24,4	22,0	25,2	20,9	21,1
Part des bénéficiaires de l'APA à domicile clas- sés en GIR 1 ou 2 parmi l'ensemble des bénéfi- ciaires de l'APA à domicile (2) (3)	15,3	13,6	17,2	15,1	14,7	16,8	12,6	16,2	23,9	18,8	18,9
Prestation de Compensation du Handicap (PCH) 8	Allocation	Compensa	trice pour	Tierce Pe	rsonne (A0	CTP) (4)			i		
Nombre d'allocataires PCH + ACTP au 31.12.2016 (2) (3)	17 440	2 761	4 186	1 668	1 690	1 173	3 348	1 675	939	337 073	343 575
Nombre d'allocataires PCH + ACTP pour 100 personnes sur la population générale (1) (3)	6,2	5,2	7,8	6,4	8,1	5,0	6,0	4,9	6,5	5,2	5,2
Nombre de personnes prises en charge par des mandataires individuels au 31.12.2017	3 745	1 705	96	100	509	107	582	554	92	77 196	77 773
Nombre de personnes prises en charge par des services mandataires au 31.12.2017	19 633	2 546	2 834	2 200	2 245	1 905	4 231	2 772	900	366 090	372 878
Nombre total de personnes prises en charge par des mandataires individuels et des services mandataires au 31.12.2017		4 251	2 930	2 300	2 754	2 012	4 813	3 326	992	443 286	450 651

⁽¹⁾ Données Cnaf : répartition faite selon le département de la caisse de gestion

⁽³⁾ Les données des départements non répondants ont été estimées par la DREES

⁽²⁾ Indicateurs sociaux départementaux

⁽⁴⁾ Définitions page 14

Cohésion sociale Bénéficiaires de l'Aide Sociale Départementale en décembre 2017 (1)

Source : DREES, enquête aide sociale 2017

	Région	; ¦ Côte-d'Or !	Doubs	Jura	 Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Aide Sociale aux Personnes Agées (2)	74 377	12 425	11 950	5 989	7 725	5 620	17 632	9 646	3 390	1 410 500	1 452 378
dont Aide à domicile (APA à domicile, aides mé- nagères)	39 043	5 813	7 322	2 872	3 641	3 262	9 999	4 075	2 059	753 009	786 891
dont Aide à l'accueil (APA en établissement, aide sociale à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers)		6 612	4 628	3 117	4 084	2 358	7 633	5 571	1 331	657 491	665 487
Aide Sociale aux Personnes Handicapées (3)	26 645	4 425	5 814	2 541	2 359	1 610	5 828	2 847	1 221	516 341	531 669
dont Aide à domicile (PCH, ACTP à domicile, Aides ménagères)	18 355	3 033	4 567	1 671	1 667	1 186	3 424	1 810	997	358 530	371 428
dont Aide à l'accueil (ACTP en établissement, Aides à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers, accueil de jour)	8 290	1 392	1 247	870	692	424	2 404	1 037	224	157 811	160 241
Aide Sociale à l'Enfance (Nombre d'enfants accueillis)	7 911	1 453	1 138	780	907	725	1 308	1 354	246	162 509	168 735
dont enfants confiés à l'ASE	7 323	1 345	1 070	740	855	690	1 114	1 276	233	147 893	152 926
dont placements directs	588	108	68	40	52	35	194	78	13	14 616	15 809

⁽¹⁾ Les bénéficiaires de l'aide sociale sont des personnes ayant un droit ouvert à l'aide sociale au 31 décembre 2017, hormis pour l'APA pour laquelle sont dénombrés des bénéficiaires payés au titre du mois de décembre.

⁽²⁾ Totalise des mesures d'aide et non des individus : une même personne peut être comptabilisée deux fois si elle bénéficie de l'APA et de l'ASH.

⁽³⁾ Il s'agit d'un nombre de mesures d'aide sociale et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

Cohésion sociale

Dépenses d'Aide Sociale Départementale en milliers d'euros pour l'année 2016

Sources: DREES, enquêtes aide sociale; CNAF-CCMSA-DARES

	Région	Côte-d'Or ¦	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	; France entière
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes âgées (2)	399 770	72 340	68 107	31 771	42 768	22 566	83 003	60 282	18 934	7 990 920	8 181 420
dont dépenses brutes d'Allocation Personnali- sée d'Autonomie (1) (2)	284 043	41 849	51 921	23 578	28 222	19 735	71 293	33 636	13 810	5 582 095	5 689 508
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes handicapées (2)	378 122	69 997	71 804	39 228	34 218	17 840	84 789	49 528	10 718	7 936 948	8 013 125
dont dépenses brutes de PCH et d'ACTP (1) (2)	81 838	17 238	17 878	5 638	8 088	3 938	16 018	10 170	2 870	2 179 291	2 228 335
Dépenses brutes totales d'aide sociale à l'enfance (4)	327 513	61 739	47 790	26 809	36 254	30 115	59 655	51 644	13 506	7 527 583	7 686 124
dont dépenses de placement ASE (5)	284 652	54 840	38 791	22 866	31 715	25 138	51 351	47 980	11 970	5 907 479	6 029 211
Dépenses totales brutes d'allocations et d'insertion liées au RSA	371 295	56 484	76 959	24 234	37 690	29 538	61 816	56 371	28 204	10 487 677	11 145 966
dont dépenses d'allocations	337 975	51 179	69 741	20 534	33 131	26 713	57 697	53 401	25 579	9 529 225	10 145 915
Dépenses totales brutes, y compris services communes, autres interventions sociales et dépenses de personnel	1 633 307	290 249	294 882	135 918	167 063	111 035	316 553	234 498	83 110	37 196 527	38 310 391
Dépenses totales nettes d'aide sociale, y compris les frais communs et les dépenses de personnel	1 496 241	258 824	272 526	124 149	141 839	109 758	303 724	206 300	79 121	34 874 357	35 958 255
Dépenses totales nettes d'aide sociale par habitant	532	482	504	479	689	468	549	610	548	536	535

- (1) Dépenses brutes : avant déduction des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations. Dépenses nettes : dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA, du FMDI et de la TICPE.
- (2) Les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes handicapées.
- (3) Les dépenses totales brutes d'APA comprennent les dépenses brutes d'APA à domicile et en établissement ainsi que d'autres dépenses d'APA.
- (4) Services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel.
- (5) Comprend les dépenses de placement en établissements, les dépenses de placement familial et les autres frais de placement.

Logement - Hébergement

Parc des logements et statut d'occupation au 1^{er} janvier 2015

Source: INSEE, RP 2015 (exploitation principale, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2017)

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Nombre total de logements	1 545 795	282 602	275 361	147 299	141 427	125 664	307 521	194 524	71 397	34 306 685	35 182 119
Part des résidences principales (en %)	82,7	86,4	87,2	80,0	72,0	83,5	82,5	77,9	90,7	82,4	82,5
Part des résidences secondaires et logements occasionnels (en %)	7,6	5,3	4,4	10,2	15,0	6,3	7,5	11,1	1,3	9,6	9,5
Part des logements vacants (en %)	9,7	8,2	8,4	9,7	13,0	10,1	10,0	11,0	8,0	7,9	8,0
Statut d'occupation des résidences principales											
Propriétaires (en %)	63,0	60,4	59,0	65,4	67,1	68,4	63,5	67,6	55,1	57,7	57,6
Locataires (en %)	34,9	37,4	39,0	32,4	30,5	29,4	34,5	30,2	43,2	40,0	40,1
Logés gratuitement (en %)	2,1	2,3	2,0	2,3	2,4	2,2	1,9	2,3	1,7	2,3	2,4
Part des logements sur-occupés en 2015 (en %) (1)	5,6	8,6	6,5	3,9	4,6	3,1	4,4	5,0	5,9	9,7	9,8

⁽¹⁾ Indicateurs sociaux départementaux

Logement - Hébergement Recours au Droit Au Logement (DALO) en 2017

Source : infocentre DALO (outil national du ministère de la Cohésion des territoires)

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	¦ Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	¦ ¦ France entière ¦
Nombre de recours "logement" reçus	589	330	144	29	5	0	45	19	17	89 125	90 176
Recours non examinés	18	10	0	0	0	0	3	2	3	295	438
Recours "logement" avec décision	571	320	144	29	5	0	42	17	14	88 830	89 738
dont favorables logement (prioritaires et urgents)	265	144	73	20	1	0	12	5	10	28 638	28 948
dont rejets (explicites)	204	135	42	3	1	0	13	9	1	53 441	53 799
dont sans objet	60	34	10	4	1	0	8	0	3	5 078	5 310
dont réorientation recours logement vers hébergement	42	7	19	2	2	0	9	3	0	1 673	1 681
Nombre de recours "hébergement" reçus	19	1	3	1	0	0	3	1	10	10 083	10 086
Recours non examinés	1	0	0	0	0	0	1	0	0	31	31
Recours "hébergement" avec décision	18	1	3	1	0	0	2	1	10	10 052	10 055
dont favorables logement (prioritaires et de- vant être accueillis)	2	0	2	0	0	0	0	0	0	5 273	5 274
dont rejets (explicites)	11	1	0	1	0	0	2	1	6	4 125	4 126
dont sans objet	5	0	1	0	0	0	0	0	4	560	561
dont recours logement réorientés héberge- ment (rappel)	42	7	19	2	2	0	9	3	0	1 673	1 681
Nombre de recours reçus	608	331	147	30	5	0	48	20	27	99 208	100 262
Recours non examinés	19	10	0	0	0	0	4	2	3	326	469
Recours avec décision	589	321	147	30	5	0	44	18	24	98 882	99 793
dont favorables	267	144	75	20	1	0	12	5	10	33 911	34 222
dont rejets (explicites)	215	136	42	4	1	0	15	10	7	57 566	57 925
dont sans objet	65	34	11	4	1	0	8	0	7	5 638	5 871

Logement - Hébergement Précarité - Logement (1)

Sources : ministère de la Justice/SG/SDSE, répertoire général civil 2015 ; INSEE, RP 2015 ; Banque de France, enquête typologique 2017

	Région	¦ Côte-d'Or	Doubs	¦ ¦ Jura	i ¦ Nièvre !	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Décisions d'expulsions locatives en 2016					i I I						
Total	4 658	816	807	373	328	237	1 138	654	305	124 658	128 129
Expulsions "fermes"	3 208	536	572	240	224	178	783	403	272	76 373	78 518
Expulsions "conditionnelles"	1 450	280	235	133	104	59	355	251	33	48 285	49 611
Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages	10,8	9,1	8,7	9,8	10,5	7,7	13,0	14,3	10,8	11,1	11,1
Dettes relatives à des impayés d'énergie dans les dossiers de surendettement en 2017 (2)					1						
Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	3 652	614	538	306	430	221	813	528	202	66 886	67 427
Part des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendette- ment (en %)	42,6	40,4	36,0	44,0	47,6	40,6	46,6	44,7	41,8	nd	40,0
Part des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes (en %)	1,2	1,1	0,8	1,1	1,6	1,1	1,6	1,3	1,3	nd	1,1

⁽¹⁾ Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

⁽²⁾ Les données pour les moins de 25 ans et les familles monoparentales ne sont pas disponibles au niveau des DOM ou de la France métropolitaine ; en effet, les ratios sont calculés par la banque de France et nous ne disposons pas des effectifs nécessaires pour les calculer.

Logement - Hébergement

Lits, places installés au 31 décembre 2017 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

Sources: DREES, FINESS; INSEE, RP (exploitation complémentaire), estimations de population 2017; DR(D)JSCS; DGCS

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	i Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Établissements pour adultes et familles en dif	ficulté										
Hébergement social											
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	1 790	548	282	141	131	90	280	158	160	44 030	44 703
Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	3 113	671	483	350	313	236	426	390	244	37 371	37 371
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	3 012	712	653	341	112	113	1 021	0	60	35 597	36 041
Centres provisoires d'hébergement	138	45	36	0	18	39	0	0	0	2 066	2 066
Logement accompagné											
Maisons relais - Pensions de famille	815	281	134	72	57	29	106	98	38	14 889	15 079
Autres résidences Sociales	3 244	988	748	17	351	142	492	192	314	91 673	91 748
Foyers de jeunes travailleurs (FJT) (1)	1 349	250	358	150	0	121	306	164	0	44 144	44 411
Foyers de travailleurs migrants (FTM) (1)	429	0	130	0	0	100	6	63	130	41 967	41 967
Nombre de places d'hébergement (2)											
dont urgences	2 941	748	413	340	124	123	1 041	41	111	38 441	38 634
dont stabilisation	106	10	0	49	7	0	40	0	0	8 295	8 373
dont insertion	1 753	502	522	93	112	80	218	117	109	32 889	33 735
Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans	3,6	4,7	3,5	4,0	2,7	1,8	5,1	1,0	3,0	2,5	2,4

⁽¹⁾ Conventionnés ou non en résidences sociales

Le Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) est la principale source d'information sur les équipements des établissements. Mis à jour par les ARS et les DR(D)JSCS, il permet une identification précise des établissements, recense les lits et places autorisés et installés, et les équipements lourds de chaque structure. Des enquêtes apportent des informations sur les crèches, les services de soins à domicile. Les lits et places correspondent aux lits et places installés à une date donnée.

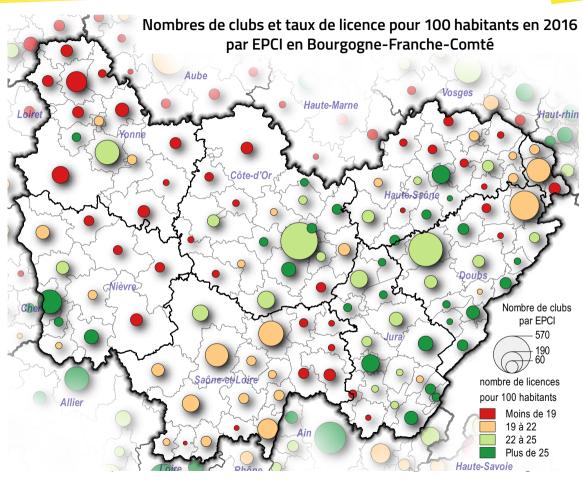
⁽²⁾ En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale

Note de lecture :

Les EPCI de Dijon et Besançon ont un nombre de clubs supérieur à 500, ainsi qu'un taux de licence (1) légèrement supérieur à la moyenne régionale (2).

En Saône-et-Loire, seul l'EPCI d'Autun a un taux de licence supérieur à la moyenne régionale.

- (1) Nombre de licences pour 100 habitants
- (2) Taux de licence moyen de la région : 22,2 en 2016.





SPORTIS Fédérations sportives

Source : MENJ/DJEPVA/MEOS, MS/Direction des Sports, centre de gestion opérationnelle des cadres techniques sportifs

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Fédérations sportives (juillet 2018)											
Clubs (données de l'année 2017 estimées au 19 j	uillet 2018)	(1)									
Fédérations unisport olympiques	3 226	558	634	322	284	279	590	409	150	63 140	65 202
Fédérations unisport non olympiques	1 960	368	352	211	170	142	379	260	78	40 140	41 220
Fédérations multisports	2 311	368	395	290	249	232	339	323	115	52 238	53 402
Total clubs affiliés à une fédération	7 497	1 294	1 381	823	703	653	1 308	992	343	155 518	159 824
Licences (données de l'année 2017 estimées au 1	9 juillet 201	18) (1)									
Fédérations unisport olympiques	354 240	67 933	71 213	37 286	24 437	29 764	66 583	38 702	18 322	8 484 374	8 688 045
Part des licences féminines	31,8	33,0	30,5	32,9	32,3	32,5	30,9	32,1	31,3	30,9	30,9
Fédérations unisport non olympiques	86 082	18 684	15 253	8 192	7 540	6 333	16 900	9 884	3 296	2 032 235	2 073 849
Part des licences féminines	32,1	35,4	31,3	29,3	34,3	28,8	30,1	34,5	28,3	32,6	32,7
Fédérations multisports	194 761	33 956	40 109	26 035	14 565	18 526	31 159	20 259	10 152	4 652 344	4 759 486
Part des licences féminines	54,7	53,9	55,8	59,4	53,4	52,5	55,9	52,4	48,1	53,2	53,1
Dont Fédération Handisport	2 120	434	405	193	310	129	281	261	107	26 482	27 042
Part des licences féminines	33,8	32,7	35,6	36,8	36,1	31,0	33,8	33,7	23,4	30,3	30,3
Dont Fédération du sport adapté	1 319	60	402	140	16	34	221	412	34	25 284	25 437
Total des licences sportives délivrées	635 083	120 573	126 575	71 513	46 542	54 623	114 642	68 845	31 770	15 168 953	15 521 380
Part des licences féminines	38,9	39,2	38,6	42,1	39,2	38,9	37,6	38,4	36,3	37,8	37,8
Taux de licences sportives pour 100 habitants	22,6	22,5	23,4	27,6	22,6	23,3	20,7	20,4	22,0	23,3	23,1
Encadrement du sport fédéral (données au 1er sej	otembre 20°	18) (2)									
Nombre de conseillers techniques affectés dans les services déconcentrés	47									1 153	1 177
Femmes	11									224	227
Hommes	36									929	950

⁽¹⁾ Totaux régionaux y compris les non répartis par département / Total France métropolitaine y compris les non répartis par département et par région

(2) Il s'agit de l'ensemble des conseillers techniques régionaux et nationaux affectés en région.

Équipements sportifs, Sports de haut niveau, Pôles sportifs

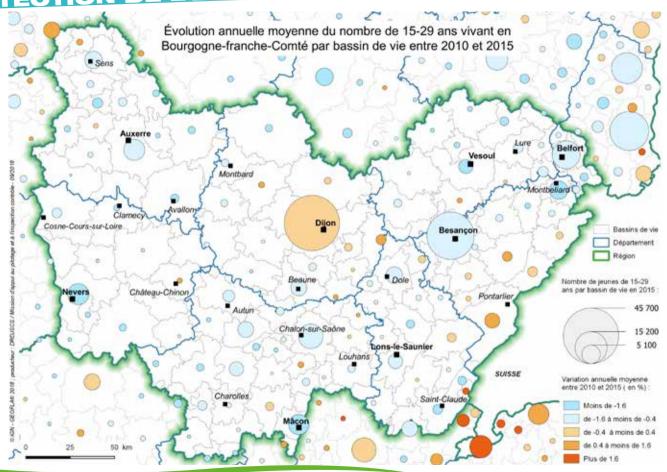
Source: Ministère des Sports, DJEPVA, Direction des Sports, base de données «portail de suivi quotidien du sportif», RES

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Équipements sportifs hors sports de nature (donn	iées au 7 no	ovembre 20	018)								
Ensemble des équipements	14 660	2 553	2 484	1 446	946	1 537	3 019	1 901	774	264 402	269 893
Terrains de grands jeux (basket, foot, rugby)	2 759	453	474	296	185	284	554	384	129	41 988	42 916
Courts de tennis	1 962	406	321	162	162	141	353	317	100	39 988	40 469
Bassins de natation	374	54	53	48	29	33	84	63	10	6 188	6 355
Boulodromes	1 568	145	255	185	73	302	309	164	135	28 376	28 761
Taux d'équipement en équipements sportifs (hors sports de nature) pour 100 habitants	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,7	0,5	0,6	0,5	0,4	0,4
Sportifs en lien avec le sport de haut niveau (donr	iées au 17 d	décembre 2	2018)								
Nombre de sportifs en catégorie Élite	19	4	6	2	0	1	2	2	2	804	814
Nombre de sportifs en catégorie Senior	28	9	6	2	2	2	4	2	1	985	999
Nombre de sportifs en catégorie Jeune (relève)	76	20	28	7	3	0	9	6	3	2 589	2 629
Nombre de sportifs en catégorie Reconversion	3	2	0	0	0	1	0	0	0	138	149
Nombre total de sportifs de haut niveau (1)	126	35	40	11	5	4	15	10	6	4 516	4 591
Nombre de sportifs en catégorie Espoir	305	96	86	52	11	8	32	12	8	6 508	6 884
Nombre de sportifs en collectif national	73	25	20	4	1	4	9	5	5	2 071	2 103
Projets de performance fédéraux selon le type de	programm	e (données	au 17 déc	embre 20	18) (2)						
Ensemble des projets de performance fédéraux (PPF)	49	25	14	4	2	0	3	1	0	988	1 037
Projets de performance fédéraux "Accession"	37	20	9	2	2	0	3	1	0	718	763
Projets de performance fédéraux "Excellence"	12	5	5	2	0	0	0	0	0	270	274

⁽¹⁾ Un sportif est dit de haut niveau s'il est inscrit sur l'une des quatre listes suivantes : élite, séniors, jeunes ou reconversion.

⁽²⁾ Les projets de performance fédéraux succèdent aux parcours de l'excellence sportive (PES). Le projet de performance fédéral (PPF), validé par les instances fédérales nationales, doit comprendre deux programmes distincts: un programme d'excellence qui prend en compte la population des sportifs de haut niveau et du collectif France en liste et l'ensemble des structures ou dispositifs de préparation ciblés sur cette population d'une part, un programme d'accession au haut niveau qui s'adresse plus particulièrement aux sportifs en liste de sportif Espoir en assurant la détection et le perfectionnement de ces talents, ainsi qu'aux sportifs régionaux d'autre part.

JEUNESSE, ENFANCE ET PROTECTION DE L'ENFANCE



Définitions

Les accueils collectifs de mineurs avec hébergement

Le ministère en charge de la jeunesse réglemente et contrôle les activités liées aux accueils collectifs de mineurs (ACM), exercées durant les périodes hors scolaires (code de l'action sociale et des familles - articles L2271 à L22712). À ce titre, il collecte des informations relatives à l'organisation de ces accueils (nombre de mineurs accueillis, durée des séjours, nombre d'animateurs...).

Les données statistiques présentées ne concernent que les séjours avec hébergement accueillant au moins sept mineurs. Par ailleurs, il distingue les séjours accessoires (liés aux accueils de loisirs ou de jeunes) des autres types de séjours, et ne comptabilise ni les séjours dans une famille, ni les accueils de scoutisme.

Dans le premier cas, il s'agit de séjours organisés dans le cadre habituel des accueils sans hébergement. Les mineurs qui partent en séjours accessoires font partie de ceux qui fréquentent régulièrement l'accueil de loisirs ou de jeunes au cours de l'année. Ces séjours se déroulent en France et à proximité de l'accueil principal (à moins de 2 heures de route). La durée de ces séjours ne peut excéder cinq jours. Dans le second cas, les séjours peuvent être liés à une réglementation spécifique (séjours sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes, chantiers de bénévoles) ou non. La durée de ces séjours n'est pas limitée.

Contrat Unique d'Insertion

Le contrat unique d'insertion (CUI) est un contrat de travail associant formation et aide financière pour provoquer l'embauche de personnes dont les candidatures pour occuper un emploi sont habituellement rejetées. Il se divise en deux catégories : le contrat initiative emploi (CUI-CIE) et le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE). Le CUI-CIE concerne des emplois dans le secteur privé industriel et commercial. Le CUI-CAE concerne des emplois dans le secteur public ou associatif. Le CUI est réservé aux personnes reconnues par les institutions chargées de l'insertion professionnelle comme spécialement désavantagées dans la compétition pour l'accès à l'emploi.

Missions Locales et PAIO (Permanences d'Accueil, d'Information et Orientation) pour l'accompagnement vers l'emploi des Jeunes en difficulté

Une mission locale est un point d'accueil dans une zone de compétence optimale pour les jeunes qui ont besoin d'aide dans leur insertion sociale et professionnelle. Il s'agit d' une structure d'accueil pour les jeunes de 16 à 25 ans.

Elle est constituée de tous les partenaires concernés par l'insertion sociale et professionnelle des jeunes :

- collectivités territoriales,
- services de l'État.

- partenaires économiques et sociaux,
- associations.

Missions locales et PAIO constituent le réseau d'accueil des jeunes en difficulté. Leur zone de compétence correspond à l'aire géographique optimale permettant à ces jeunes de trouver, près de leur domicile, un point d'accueil susceptible de les aider dans leur insertion sociale et professionnelle.

L'information jeunesse (IJ)

Elle consiste en la mise à disposition envers tous les jeunes, d'une information « gratuite, personnalisée, exacte et actualisée » (charte de l'information jeunesse). Cette mission est assurée par un réseau de structures de proximité labellisées, qui constituent à l'échelon local, le réseau information jeunesse. Les B.I.J. (Bureau Information Jeunesse) et les P.I.J. (Point Information Jeunesse) accueillent et informent les jeunes à l'échelon local. Les C.R.I.J. (Centre Régional d'Information Jeunesse), outre leur mission d'accueil et d'information comme centre de ressources, assurent le développement et l'animation du réseau régional.

Le ministère en charge de la jeunesse, les DR(D)SCS et les DDCS(PP) assurent la labellisation et le suivi de ces différentes structures.

Aides complémentaires :

www.jeunes.gouv.fr, www.service-civique.gouv.fr www.travail-emploi.gouv.fr,

JEUNESSE, ENFANCE ET

Classes d'âge - Cohabitation familiale - Recours à l'IVG - Mortalité

Source: DREES, SAE, PMSI; INSEE, RP2015 (exploitation complémentaire), estimations de population 2018; INSERM, CépiDc; CNAMTS, érasme

	Région	Côte-d'Or	Doubs			Haute- Saône	Saône-et- Loire		Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Classe d'âge : effectifs par sexe et âge au 1er janv	ier 2018 (1)										
Garçons											
Moins de 15 ans	245 374	45 258	51 054	22 765	15 097	21 204	45 753	30 459	13 784	5 971 667	6 248 352
De 15 à 24 ans	161 097	35 634	34 625	13 668	10 154	12 032	28 192	17 105	9 687	3 895 524	4 043 936
Moins de 25 ans	406 471	80 892	85 679	36 433	25 251	33 236	73 945	47 564	23 471	9 867 191	10 292 288
Filles											
Moins de 15 ans	233 200	43 474	48 765	21 922	14 106	19 599	43 746	28 918	12 670	5 710 549	5 978 099
De 15 à 24 ans	148 915	36 243	33 110	12 430	8 580	10 619	24 856	15 355	7 722	3 751 640	3 898 957
Moins de 25 ans	382 115	79 717	81 875	34 352	22 686	30 218	68 602	44 273	20 392	9 462 189	9 877 056
Part des jeunes de moins de 25 ans dans la population générale en %	28,0	29,9	31,0	27,3	23,3	27,1	25,8	27,1	30,4	30,7	31,0
Cohabitation familiale des jeunes de 20 à 24 ans	en 2015										
Part des garçons de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	48,5	41,4	45,4	49,8	48,2	58,4	54,5	56,8	44,3	53,9	54,4
Part des filles de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	32,5	29,7	29,4	30,9	32,2	37,0	37,5	37,2	33,8	39,4	39,7
Part de l'ensemble des jeunes de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	40,7	35,4	37,4	40,5	40,5	48,0	46,6	47,2	39,4	46,6	47,0
Taux de recours à l'IVG des mineures (pour 1 000 femmes de 15 à 17 ans) en 2017 (2)	5,7	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	5,3	6,6
Décès des jeunes de 15 à 24 ans (2013-2014- 2015) toutes causes confondues	357	58	63	35	22	36	75	55	13	7 211	7 664
Par accident de la circulation	115	9	25	9	7	13	26	20	6	1 837	1 951
Par suicide	59	11	10	5	<5	10	11	8	<5	1 160	1 216

(1) Les estimations de population pour l'année 2018 sont des estimations précoces provisoires.

(2) France entière: hors CH St Martin de Guadeloupe

Accueil des enfants d'âge pré-scolaire Places agréées au 31 décembre 2015 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

Sources: DREES; Enquête aide sociale 2017 (Volet PMI); Statistiques départementales des conseils départementaux; IRCEM

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Accueil collectif	11 128	2 801	2 381	758	617	663	2 003	1 271	634	373 435	386 554
Crèches collectives (y compris parentales)	1 866	561	821	110	150	0	0	138	86	82 211	90 393
Haltes garderies	668	110	180	35	0	15	158	83	87	18 882	18 961
Jardins d'enfants	73	73	0	0	0	0	0	0	0	8 442	10 332
Jardins d'éveil	24	0	0	0	0	24	0	0	0	84	104
Multi-accueil	8 497	2 057	1 380	613	467	624	1845	1 050	461	263 816	266 764
Taux d'équipement en accueil collectif pour 1 000 enfants nés au cours des 3 dernières années	130	174	127	98	122	94	127	121	132	171	171
Accueil familial				 	1 1 1	1					
Places	861	31	327	74	30	19	235	65	80	45 717	45 900
Personnes salariées employées par des particulie	rs (2º trime	stre 2016)		 							
Assistantes maternelles	17 333	3 236	3 964	1 613	960	1 764	3 193	1 823	780	301 683	303 889
Garde d'enfants à domicile	1 308	318	304	117	52	79	266	113	59	75 616	77 235

Scalarité

Sources : DREES : DEPP, système d'information SCOLARITÉ et enquête enquêtes auprès des établissements non couverts par SCOLARITÉ : DSN : INSEE, RP : DARES, Extrapro, base de gestion informatisée des contrats de professionnalisation, calculs DARES

Haute- Saône-et- Territoire France											
	Région	Côte-d'Or	Doubs			Haute- Saône	Saône-et- Loire		Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Part des jeunes de 17 ans ayant de faibles capacités ou de grosses difficultés en lecture en 2017 en % (1) (3)	12,1	10,4	11,3	11,4	15,7	13,4	13,7	12,7	9,9	10,5	11,6
Part des jeunes non diplômés au sein de la population des 20-24 ans non inscrite en éta- blissement scolaire en 2015 en % (1)	18,2	15,7	16,8	17,6	19,5	18,2	18,0	23,3	20,2	18,7	19,2
Part des diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la population des 25-34 ans non ins- crite en établissement scolaire en 2015 en % (1)	37,7	44,2	41,3	36,2	31,7	32,3	35,0	30,4	41,8	44,2	43,8
Taux des retards de 2 ans et plus en 3 ^{ème} (année 2017-2018)	1,2	1,5	0,7	0,9	2,2	0,7	1,4	1,4	1,0	1,1	1,2
Part d'élèves entrant en 6ème avec au moins 1 an de retard, à la rentrée 2017-2018 (1)	8,0	8,3	7,2	8,2	8,1	7,2	9,4	7,1	7,3	8,0	8,3
Part d'élèves demi-pensionnaires et internes dans le second degré en 2016 (2)											
Ensemble des établissements	73,0	74,5	70,0	78,4	69,5	79,3	73,0	72,3	66,0	70,7	69,3
Établissements en ZUS	53,7	58,2	36,2	58,4	55,2	68,3	51,3	56,1	49,8	48,4	47,5
Établissements hors ZUS	16,0	16,3	14,8	nc	nc	nc	nc	nc	21,6	27,8	7,5
Taux de scolarisation des enfants de deux ans (Rentrée 2017-2018 en %) (2)	23,4	36,3	29,4	15,1	15,6	12,3	13,9	11,1	20,3	29,6	29,4

- (1) Indicateurs sociaux départementaux
- (2) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale
- (3) Les résultats de l'année 2017, comme ceux de 2016, ne peuvent pas être interprétés en évolution : les données recueillies depuis 2016 ne sont pas strictement comparables aux années antérieures en raison de problèmes techniques rencontrés lors des passations. Ces problèmes ont empêché les jeunes de répondre à certains items, or une non-réponse est considérée comme une non-maîtrise de ce qui est attendu. Par conséquent, le pourcentage de jeunes en difficulté de lecture est surestimé en 2017 ainsi qu'en 2016. Il y a donc une rupture de série par rapport aux années antérieures.

Formation - Activité

Sources : DREES ; DEPP, système d'information SCOLARITÉ et enquête n° 16 auprès des établissements privés hors contrat ; DSN ; INSEE, RP ; DARES, extrapro, base de gestion informatisée des contrats de professionnalisation, calculs DARES

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Formation, Activité en 2015											
Part des filles de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	80,8	82,7	82,3	81,4	79,3	78,9	80,2	77,3	79,9	82,5	82,6
Part des filles de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	9,9	9,2	9,6	10,7	9,4	10,7	10,1	10,5	9,1	8,3	8,2
Part des garçons de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	72,0	76,2	73,7	70,7	70,8	69,8	69,0	67,9	76,1	75,3	75,5
Part des garçons de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	17,6	14,4	17,3	20,6	17,0	20,2	19,8	18,6	12,7	13,8	13,5
Part des filles de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	23,4	36,3	29,4	15,1	15,6	12,3	13,9	11,1	20,3	29,5	29,4
Part des filles de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	51,6	46,3	49,7	59,5	52,2	56,7	55,9	55,0	47,9	46,4	45,9
Part des garçons de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	19,0	29,1	24,5	9,1	14,5	8,2	11,8	7,9	25,7	24,5	24,4
Part des garçons de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	57,0	51,5	54,7	67,4	56,8	61,7	61,6	60,1	50,8	50,7	50,3
Formation, Activité en 2017											
Nb d'entrées des moins de 26 ans en contrat d'apprentissage	13 743	2 567	3 034	1 431	949	1 064	2 456	1 515	727	289 409	294 868
Nb d'entrées des moins de 26 ans en contrat de professionnalisation	4 448	1 223	1 035	342	191	191	841	459	166	153 884	157 761
Nb d'entrées des moins de 26 ans en CUI-CAE (1)(2)	920	149	236	88	34	81	128	110	94	19 427	21 480
Nb d'entrées des moins de 26 ans CUI-CIE (1) (2)	147	32	19	11	13	13	37	14	8	5 597	6 392
Emplois d'avenir marchands	173	15	34	12	20	27	30	29	6	4 179	4 551
Emplois d'avenir non marchands (3)	546	83	71	32	85	67	93	84	31	12 551	13 598

⁽¹⁾ Définitions page 34; (2) Entrées initiales en contrat aidé

⁽³⁾ Inclut les emplois d'avenir professeurs

Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ), Missions locales et PAIO

Sources: DREES, enquête FAI 2015: DARES, Parcours 3

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Fonds d'Aide à la Jeunesse (FAJ) en 2015											
Budget FAJ (en euros)	1 592 305	431 315	225 763	71 741	174 724	70 250	232 821	141 186	244 505	nd	nd
Montant des aides individuelles attribuées (en euros)	nd	197 790	217 974	71 741	102 923	50 900	167 465	nd	76 091	nd	nd
Nombre d'aides individuelles attribuées (1)	nd	1 417	1 090	527	1 250	371	1 029	nd	1 137	nd	nd
Montant moyen de l'aide individuelle attribuée (en euros)	nd	139,6	200,0	136,1	82,3	137,2	162,7	nd	66,9	nd	nd
Nombre de bénéficiaires du FAJ	nd	737	784	322	883	258	754	nd	389	nd	nd
Nombre de jeunes en premier accueil dans les réseaux des missions locales et PAIO en 2017 (2)	15 720	2 909	2 616	1 124	1 482	1 582	3 057	2 206	744	382 095	400 529
Part de jeunes accueillis pour la première fois par les missions locales ou les PAIO pour 100 jeunes de 16 à 25 ans en 2017 (3)	5,2	4,1	3,9	4,5	8,1	7,3	6,0	7,1	4,2	5,1	5,1

- (1) Le nombre d'aides attribuées dans l'année est différent du nombre de jeunes aidés ; un jeune peut avoir bénéficié de plusieurs aides au cours de la même année.
- (2) Données provisoires à fin décembre 2017
- (3) Indicateurs sociaux départementaux

Réseau Information jeunesse en 2018 - Structures labellisées

Source : DRDISCS BFC

	Région	: ¦ Côte-d'Or !	Doubs	 Jura !	i Nièvre !	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ)	1 (1)	1	1	0	0	0	0	0	0	nd	nd
Centres Information Jeunesse (CIJ)	1	0	0	0	0	1	0	0	0	nd	nd
Bureaux Information Jeunesse (BIJ)	6	0	1	0	1	3	0	0	1	nd	nd
Points Information Jeunesse (PIJ)	33	6	5	1	2	3	9	5	2	nd	nd
Nombre de structures labellisées	43	6	6	4	3	7	9	5	3	nd	nd

(1) Le CRIJ est situé sur 2 sites, le siège à Besançon et un site distant à Dijon.

Protection de l'enfance - Aide sociale à l'enfance au 31 décembre 2017

Sources: DREES, FINESS; DRDJSCS; INSEE, estimations de population 2018

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Protection de l'enfance											
Nombre de places d'accueil mère-enfant	205	24	32	1	28	15	0	105	0	5 188	5 307
Nombre de places en pouponnières à caractère social	39	8	0	0	14	0	12	5	0	817	847
Nombre de places en foyers de l'enfance	404	56	19	37	57	55	83	55	42	10 624	11 106
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	2 799	449	452	323	74	375	548	387	191	50 926	52 056
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	880							880	0	1 089	1 096
Lieux de vie et d'accueil	120	0	8	17	6	6	25	58	0	2 814	2 821
Villages d'enfants	72	0	0	0	72	0	0	0	0	1 453	1 453
Nombre de places en établissement d'aide so- ciale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans	7,0	4,3	3,8	6,3	6,3	8,3	5,6	19,0	6,6	5,3	5,2
Aide sociale à l'enfance (1)					 					 	
Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	7 323	1 345	1 070	740	855	690	1 114	1 276	233	147 893	152 926
Nombre de placements directs par un juge	588	108	68	40	52	35	194	78	13	14 616	15 809
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED)	2 773	444	388	338	278	469	354	347	155	49 452	51 523
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	5 187	829	834	437	381	593	1 261	636	216	108 099	112 461
Mesures d'ASE (mesures de placements et ac- tions éducatives) en % des 0-20 ans (1)	2,3	2,0	1,7	2,4	3,3	3,0	2,2	3,0	1,9	1,9	1,9

⁽¹⁾ Indicateurs sociaux départementaux

Accueils collectifs de mineurs sans hébergement (1)

Source: DJEPVA, fichiers SIAM (Système d'Information relatif aux Accueils de Mineurs), estimation au 15 novembre 2018, traitement INJEP-MEOS

	Région	Côte-d'Or	Doubs			Haute- Saône	Saône-et- Loire		Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Ayant au moins une période d'activité au cours de l'année	1	1									1
Nombre de lieux d'accueils de loisirs	1 398	273	304	158	98	171	188	129	77	33 491	34 499
Nombre de lieux d'accueils de jeunes	43	12	4	0	9	0	15	2	1	544	546
Ensemble des lieux d'accueils	1 413	275	306	158	103	171	192	130	78	33 724	34 733
Le mercredi											
Nombre de lieux d'accueils	291	49	47	7	41	45	57	40	5	7 385	7 600
Nombre de places ouvertes	10 243	1 897	1 454	211	1 444	1 318	2 178	1 593	148	355 862	368 524
Moins de 6 ans	3 053	456	466	47	411	433	633	551	56	122 481	127 417
6-13 ans	5 418	1 007	805	129	737	703	1 049	923	65	190 951	198 173
14-17 ans	1 772	434	183	35	296	182	496	119	27	42 430	42 934
Mineurs déclarés en situation de handicap	20	0	4	1	3	0	3	9	0	846	878
Le samedi											
Nombre de lieux d'accueils	95	21	19	11	13	5	15	7	4	2 594	2 616
Nombre de places ouvertes	2 652	640	566	231	331	159	486	160	79	78 150	79 110
Moins de 6 ans	203	96	68	0	0	21	10	8	0	3 450	3 464
6-13 ans	1 040	249	261	111	113	76	131	74	25	34 666	35 373
14-17 ans	1 409	295	237	120	218	62	345	78	54	40 034	40 273
Mineurs déclarés en situation de handicap	42	0	30	0	0	0	2	10	0	309	311
En périscolaire											
Nombre de lieux d'accueils	1 097	214	240	140	61	149	122	106	65	25 075	25 775
Nombre de places ouvertes	93 628	22 106	20 652	10 236	4 928	9 5 1 5	10 670	10 434	5 087	2 531 357	2 598 802
Moins de 6 ans	34 261	10 341	7 004	3 431	1 418	3 106	3 485	3 647	1 829	932 581	956 390
6-13 ans	57 195	11 642	13 287	6 543	3 296	6 183	6 695	6 513	3 036	1 550 325	1 593 215
14-17 ans	2 172	123	361	262	214	226	490	274	222	48 451	49 197
Mineurs déclarés en situation de handicap	248	5	20	155	3	0	9	43	13	4 765	4 825
Autres jours											
Nombre de lieux d'accueils	87	18	29	4	7	5	17	4	3	1 828	1 860
Nombre de places ouvertes	2 311	569	628	79	152	164	578	84	57	57 465	58 584
Moins de 6 ans	98	0	10	0	4	33	48	0	3	5 155	5 574
6-13 ans	791	193	232	38	22	66	173	35	32	24 292	24 920
14-17 ans	1 422	376	386	41	126	65	357	49	22	28 018	28 090
Mineurs déclarés en situation de handicap	3	0	0	0	0	1	2	0	0	139	140

(1) Les accueils de loisirs s'adressent à l'ensemble des mineurs d'âge scolaire tandis que les accueils de jeunes, beaucoup moins nombreux, s'adressent exclusivement à des mineurs âgés de 14 ans ou plus. Les données proposées cette année ont été estimées comme l'an passé à partir des différents lieux d'accueils recensés. Pour chacun de ces lieux d'accueils, le nombre de places ouvertes a été estimé, pour chaque tranche d'âge, en ne conservant que l'effectif maximal déclaré pour une période d'activité donnée. Auparavant, les données proposées étaient estimées à partir de l'ensemble des déclarations, sans tenir compte des adresses des lieux d'accueils. La réglementation ayant évolué récemment (cela concerne les déclarations depuis 2015-2016) avec l'inclusion du mercredi après-midi dans le temps périscolaire lorsque la classe a lieu le mercredi matin, la comparaison des données relatives au temps périscolaire (et au mercredi) entre 2015-2016 et les années précédentes doit être effectuée en tenant compte de cette remarque (rupture de série). Depuis le printemps 2017, les tranches d'âges 6-11 ans d'une part, 12-17 ans d'autre part ont été remplacées respectivement par les tranches d'âges 6-13 ans d'une part et 14-17 ans d'autre part par souci de cohérence avec la réglementaion en vigueur au sein des accueils collectifs de mineurs (rupture de série).

Accueils collectifs de mineurs sans hébergement (suite)

n locuello collectifo de m	ineuro ou	ino ne	verge	menu	Journ						
	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura		Haute- ! Saône	Saône-et- Loire		Territoire	France métropolitaine	France entière
Congés scolaires de Toussaint		1				Jaone	Lone		de Delloit	i	1
Nombre de lieux d'accueils	716	117	164	76	64	76	99	80	40	15 917	16 195
Nombre de places ouvertes	31 002	5 831	6 481	2 944	2 5 1 6	2 529	5 140	3 732	1 829	843 306	859 638
Moins de 6 ans	9 718	1 929	1 999	1 031	709	830	1 403	1 210	607	290 224	296 159
6-13 ans	17 620	3 189	3 842	1 644	1 342	1 479	3 0 1 8	2 161	945	462 833	471 630
14-17 ans	3 664	713	640	269	465	220	719	361	277	90 249	91 849
Mineurs déclarés en situation de handicap	59	10	4	5	5	2	5	16	12	2 643	2 676
Congés scolaires de Noël		.0	·			_	1	.0	1	0 .5	
Nombre de lieux d'accueils	261	64	31	29	24	15	60	29	9	8 7 1 6	9 082
Nombre de places ouvertes	11 295	3 377	1 373	939	810	547	2 690	1 177	382	431 520	455 344
Moins de 6 ans	3 511	1 176	365	337	189	168	719	437	120	150 056	157 178
6-13 ans	6 161	1816	773	478	394	308	1551	647	194	230 079	244 124
14-17 ans	1 623	385	235	124	227	71	420	93	68	51 385	54 042
Mineurs déclarés en situation de handicap	53	5	23	0	0	, i	5	8	12	1 654	1708
Congés scolaires d'hiver	1							Ŭ	i		
Nombre de lieux d'accueils	720	115	164	76	64	77	101	82	41	16 004	16 228
Nombre de places ouvertes	30 853	5 804	6 488	2 836	2 480	2 649	5 112	3 647	1 837	822 451	834 749
Moins de 6 ans	9 881	2 009	1 977	1 009	729	860	1 479	1 221	597	286 257	290 309
6-13 ans	17 488	3 145	3 899	1 603	1 300	1 587	2 909	2 063	982	451 691	458 500
14-17 ans	3 484	650	612	224	451	202	724	363	258	84 503	85 940
Mineurs déclarés en situation de handicap	81	9	18	14	5	2	7	16	10	2 853	2 869
Congés scolaires de printemps					_				1		
Nombre de lieux d'accueils	737	121	169	76	68	77	101	83	42	16 153	16 366
Nombre de places ouvertes	31 463	5 894	6 603	2 773	2 590	2 711	5 231	3 791	1 870	831 047	843 592
Moins de 6 ans	9 996	2 043	2 005	998	744	887	1 467	1 235	617	289 131	293 899
6-13 ans	17 907	3 254	3 955	1 546	1 390	1 591	3 065	2 119	987	456 392	463 170
14-17 ans	3 560	597	643	229	456	233	699	437	266	85 524	86 523
Mineurs déclarés en situation de handicap	107	10	21	21	14	8	8	13	12	3 246	3 274
Mois de juillet									i	0 = 10	
Nombre de lieux d'accueils	775	128	181	76	69	84	110	83	44	17 381	17 874
Nombre de places ouvertes	41 149	7 576	8 637	3 640	3 362	3 557	7 323	4 656	2 398	1 148 442	1 186 024
Moins de 6 ans	12 482	2 572	2 490	1 266	920	1 117	1944	1 454	719	378 807	388 697
6-13 ans	24 362	4 271	5 269	2 154	1870	2 229	4 550	2 704	1 315	659 200	682 578
14-17 ans	4 305	733	878	220	572	211	829	498	364	110 435	114 749
Mineurs déclarés en situation de handicap	121	14	15	28	12	0	20	21	11	4 493	4 547
Mois d'août					· -				1		1
Nombre de lieux d'accueils	548	103	131	60	50	31	77	68	28	12 773	12 876
Nombre de places ouvertes	26 176	6 004	4 701	2 581	2 183	1 400	4 674	3 340	1 293	754 215	761 396
Moins de 6 ans	8 584	2 138	1577	898	642	481	1317	1 098	433	256 676	258 140
6-13 ans	14 815	3 271	2 719	1 485	1 183	873	2 729	1867	688	424 370	428 832
14-17 ans	2 777	595	405	198	358	46	628	375	172	73 169	74 424
Mineurs déclarés en situation de handicap	77	8	4	24	1	0	16	13	11	2 981	3 003

Accueils collectifs de mineurs avec hébergement (1)

Sources : DJEPVA, fichiers SIAM ; traitement INJEP-MEOS, données estimées à partir des déclarations de séjours, estimations au 15 novembre 2018

Sources : DJEPVA, fichiers SIAIVI ; traitement in JE	1 WE05, a		tiirices a	partii acs	acciaracio		1	nacions a			
	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Séjours de vacances (séjours non spécifiques d'au moins	cinq jours)										
Nombre de séjours de cinq jours ou plus	1 140	48	237	287	135	28	114	286	5	21 006	21 233
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	44 859	1677	8 175	8 753	7 202	945	3 786	14 240	81	746 769	753 467
Dont nombre de mineurs âgés de moins de 6 ans	2 967	92	88	326	719	41	58	1 643	0	15 884	15 884
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	32 300	1 165	6 215	6 304	4 637	793	2 678	10 430	78	502 934	506 680
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	9 592	420	1872	2 123	1846	111	1 050	2 167	3	227 951	230 903
Mineurs déclarés en situation de handicap	350	38	40	147	64	17	42	2	0	4 766	4 806
Nombre de journées	9 804	471	2 043	2 308	1 230	214	967	2 526	45	186 858	188 987
Nombre de journées enfants	438 157	20 412	75 157	81 833	78 742	7 972	35 289	137 910	842	7 179 089	7 243 950
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq	jours)										
Nombre de séjours	126	22	24	23	11	6	21	12	7	2 893	2 915
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	2 516	272	796	338	159	123	435	181	212	57 838	58 273
Dont nombre de mineurs de moins de 6 ans	82	0	25	18	0	0	22	16	1	3 019	3 051
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	1 576	138	552	200	103	78	204	150	151	34 769	34 963
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	858	134	219	120	56	45	209	15	60	20 050	20 259
Mineurs déclarés en situation de handicap	8	0	0	0	0	8	0	0	0	429	429
Nombre de journées	380	56	81	76	41	16	53	38	19	8 900	8 973
Nombre de journées enfants	7 708	671	2 549	1 124	595	377	1 256	540	596	172 811	174 245
Séjours spécifiques (sportifs, linguistiques, artistiques o	u culturels, re	ncontres eu	ropéennes	de jeunes, c	hantiers de	bénévoles)					
Nombre de séjours	164	27	15	51	6	10	46	6	3	2 909	2 918
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	88	12	5	26	6	6	25	5	3	2 026	2 032
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	4 999	850	431	1 536	93	241	1 390	159	299	81 296	81 478
Dont nombre de mineurs de moins de 6 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	2 339	360	255	565	34	65	768	107	185	35 283	35 367
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	2 660	490	176	971	59	176	622	52	114	46 013	46 111
Mineurs déclarés en situation de handicap	0	0	0	0	0	0	0	0	0	225	225
Nombre de journées	877	120	77	247	58	66	215	50	44	18 588	18 645
Nombre de journées enfants	30 495	4 873	2 251	7 194	843	1 592	6 575	1 334	5 833	553 186	554 335

Accueils collectifs de mineurs avec hébergement ; suite

	Région	¦ Côte-d'Or	Doubs	Jura	l Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Séjours "activité accessoire" aux accueils de loisirs ou au	x accueils de	jeunes (min	i-séjours)								
Nombre de séjours	787	53	137	130	66	104	144	136	17	20 792	20 882
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	201	12	16	46	16	14	49	47	1	6 075	6 090
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	12 957	688	2 309	2 052	991	1 688	2 658	2 284	287	369 609	371 898
Dont nombre de mineurs âgés de moins de 6 ans	1 369	81	168	166	136	139	173	506	0	37 378	37 378
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	9 958	536	1 856	1 469	624	1 349	2 262	1 600	262	285 039	286 463
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	1 630	71	285	417	231	200	223	178	25	47 192	48 057
Mineurs déclarés en situation de handicap	14	0	0	0	0	0	2	12	0	536	538
Nombre de journées	2 668	179	409	480	214	343	499	502	42	70 434	70 753
Nombre de journées enfants	45 057	2 474	6 868	7 546	3 049	5 577	10 242	8 556	745	1 244 560	1 252 465
Ensemble des séjours											
Nombre de séjours	2 217	150	413	491	218	148	325	440	32	47 600	47 948
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	1 429	72	258	359	157	48	188	338	9	29 107	29 355
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	65 331	3 487	11 711	12 679	8 445	2 997	8 269	16 864	879	1 255 512	1 265 116
Dont nombre de mineurs âgés de moins de 6 ans	4 418	173	281	510	855	180	253	2 165	1	56 281	56 313
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	46 173	2 199	8 878	8 538	5 398	2 285	5 912	12 287	676	858 025	863 473
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	14 740	1 115	2 552	3 631	2 192	532	2 104	2 412	202	341 206	345 330
Mineurs déclarés en situation de handicap	372	38	40	147	64	25	44	14	0	5 956	5 998
Nombre de journées	13 729	826	2 610	3 111	1 543	639	1 734	3 116	150	284 780	287 358
Nombre de journées enfants	521 417	28 430	86 825	97 697	83 229	15 518	53 362	148 340	8 0 1 6	9 149 646	9 224 995

Champ: France métropolitaine + DOM + COM; seuls les lieux d'accueils habituels sont pris en compte dans les estimations effectuées.

Depuis le printemps 2017, les tranches d'âges 6-11 ans d'une part, 12-17 ans d'autre part ont été remplacées respectivement par les tranches d'âges 6-13 ans d'une part et 14-17 ans d'autre part par souci de cohérence avec la réglementaion en vigueur au sein des accueils collectifs de mineurs (rupture de série).

⁽¹⁾ Les accueils de loisirs s'adressent à l'ensemble des mineurs d'âge scolaire tandis que les accueils de jeunes, beaucoup moins nombreux, s'adressent exclusivement à des mineurs âgés de 14 ans ou plus. Les données proposées cette année ont été estimées comme l'an passé à partir des différents lieux d'accueils recensés. Pour chacun de ces lieux d'accueils, le nombre de places ouvertes a été estimé, pour chaque tranche d'âge, en ne conservant que l'effectif maximal déclaré pour une période d'activité donnée. Auparavant, les données proposées étaient estimées à partir de l'ensemble des déclarations, sans tenir compte des adresses des lieux d'accueils.

La réglementation ayant évolué récemment (cela concerne les déclarations depuis 2015-2016) avec l'inclusion du mercredi après-midi dans le temps périscolaire lorsque la classe a lieu le mercredi matin, la comparaison des données relatives au temps périscolaire (et au mercredi) entre 2015-2016 et les années précédentes doit être effectuée en tenant compte de cette remarque (rupture de série).

Service civique (1)

Source : Agence du service civique, Élisa, entrées en service civique entre le 1er juillet 2010 et le 31 décembre 2018 - traitements DRDJSCS BFC

	Région	Côte-d'Or	Doubs	 Jura 	l Nièvre	Haute-Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort
Nombre d'entrées dans le dispositif depuis sa création	14 278	3 989	3 757	799	1 089	1 041	1 280	13 84	939
dont nombre de volontaires originaires d'une autre région	703	146	156	72	69	37	134	44	45
Part de demandeurs d'emploi avant l'entrée dans le dispositif	42 %	37 %	35 %	41 %	56 %	43 %	55 %	51 %	43 %
Part de diplômés de niveau V et moins	26 %	21%	22 %	26 %	34 %	25 %	30 %	39 %	23 %
Évolution du nombre de volontaires entre 2017 et 2018	+6 %	+10 %	+2 %	-1 %	+14 %	+16 %	+8 %	+1 %	-7 %
Part de volontaires vivant dans un quartier prioritaire de la ville	12 %	7 %	17 %	6 %	13 %	7 %	9 %	11 %	24 %

(1) Ces chiffres correspondent aux lieux de résidence des volontaires, non aux territoires de mission.

Présentation du service civique :

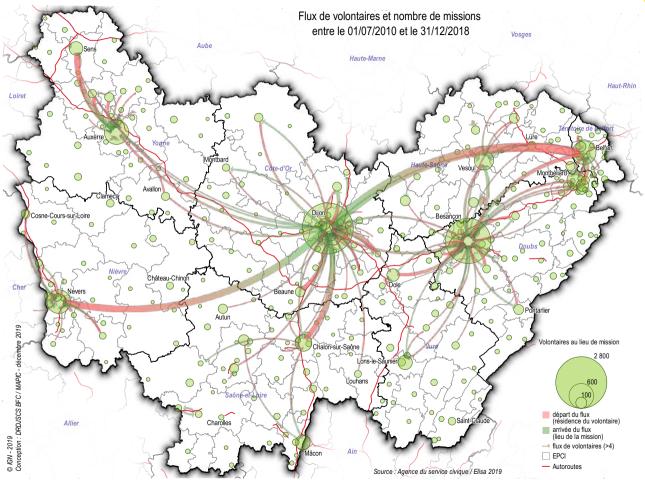
Créé par la loi du 10 mars 2010, le service civique est un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme, étendu jusquà 30 ans pour les jeunes en situation de handicap ; seuls comptent les savoirs-être et la motivation.

Il est 580 euros net par mois, peut être effectué auprès d'associations, de collectivités territoriales (mairies, départements ou régions) ou d'établissements publics (musées, collèges, lycées...), sur une période de 6 à 12 mois en France ou à l'étranger, pour une mission d'au moins 24h par semaine. Un engagement de service civique n'est pas incompatible avec une poursuite d'études ou un emploi à temps partiel.

Il peut être effectué dans 9 grands domaines: culture et loisirs, développement international et action humanitaire, éducation pour tous, environnement, intervention d'urgence en cas de crise, mémoire et citoyenneté, santé, solidarité, sport.

Note de lecture de la carte ci-contre qui présente 2 données différentes :

- 1. le nombre de missions par EPCI entre la création de ce dispositif et le 31 décembre 2018 : environ une centaine de missions ont été effectuées sur Pontarlier (Doubs) quand plus de 2 800 ont été proposées à Dijon.
- 2. Les migrations des jeunes pour faire leur volontariat : beaucoup de jeunes résidents sur Auxonne, Belfort, Beaune, Chalon-sur-Saône et Nevers ont fait leur service civique sur Dijon ou sa banlieue. Les sennonais (Sens) s'engagent plutôt à Auxerre.



DIPLÔMES ET EMPLOI

Liste des diplômes délivrés par la DRDISCS (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Les DR(D)ISCS exercent des missions propres dans le champ de la formation pour l'ensemble des professions sociales, de santé non médicales, de jeunesse et de sport, dont elles assurent le suivi, de l'habilitation à la certification.

Elles participent également à la définition des besoins de formation en lien avec l'évolution des métiers et des besoins dans les territoires. Elles accompagnent les organismes de formation, contrôlent et évaluent la qualité des formations.

LISTE DES DIPLÔMES

Diplômes non professionnels: BAFA, BAFD

Diplômes de niveau V:

- Formations sport et animation : BAPAAT
- Formations sociales : Aide médico-psychologique, Auxiliaire de vie sociale. Assistant familial
- Formations de santé non médicales : Aide-soignant, Ambulanciers, Auxiliaires de puériculture

Diplômes de niveau IV:

- Formations sport et animation : BPIEPS, Brevet d'État Alpinisme, accompagnateur de movenne montagne
- Formations sociales : Technicien de l'intervention sociale et familiale. Moniteur-éducateur

Diplôme de niveau III:

- Formations sport et animation : DUT Carrière sociale option Animation sociale et socio-culturelle. DEIEPS. DEMM: moniteur national de ski alpin
- Formations sociales: Assistant de service social. Éducateur spécialisé, Éducateur de jeunes enfants, Éducateur technique spécialisé, Conseiller en économie sociale et familiale
- Formations de santé non médicales : Masseurs kinésithérapeutes

Diplôme de niveau II:

- Formations sport et animation : BEES 2º degré, DESIEPS. Brevet d'État Alpinisme, guide de haute montagne
- Formations sociales : Médiateur familial. Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale
- Formations de santé non médicales : Infirmier diplômé d'État, Sage-femme

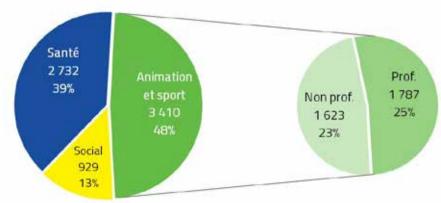
Diplôme de niveau I :

Formations sociales : Diplôme d'État d'intervention sociale. Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service d'intervention sociale

Autre diplôme: Formations sport et animation: STAPS

Formations complémentaires : infirmier de bloc opératoire, infirmier anesthésistes, puéricultrice, cadre de santé.

Nombre et répartition des diplômes du sport et de l'animation, des professions sociales et de santé en 2017



Sources: Ministère en charge de l'enseignement supérieur (diplômes STAPS et DUT carrière sociale et animation) et Ministère en charge des sports (direction des Sports, Forôme Exploit) pour les autres diplômes professionnels du champ « sport et animation » : DIEPVA, base de données BAFA-BAFD

Nombre de diplômes délivrés en 2017 Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport

Sources: Ministère en charge de l'Enseignement supérieur (DUT et STAPS), MENJ/DJEPVA (BAFA et BAFD) et ministère des Sports/Direction des sports (autres diplômes du champ « jeunesse et sports »), situation en 2017

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	l Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Diplômes non professionnels											
Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA)	1 519	299	349	132	109	136	295	148	51	47 949	49 255
Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD)	104									2 022	2 160
Diplômes de niveau V											
Brevet d'Aptitude Professionnelle d'Assistant Animateur Technicien (BAPAAT)	66									663	686
Diplômes de niveau IV											
Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Édu- cation Populaire et du Sport (BP JEPS)	631				 					14 535	14 789
Brevet d'État d'éducateur sportif (BEES) 1er degré	S									8	8
Brevet d'État Alpinisme, accompagnateur de moyenne montagne	0									19	19
Diplômes de niveau III											
Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) Carrière sociale option Animation sociale et socio-culturelle	44									639	639
Diplôme d'État de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DE JEPS)	79									2 769	2 827
Diplôme d'État des Métiers de la Montagne (DEMM) : moniteur national de ski alpin	137									1 223	1 223
Diplômes de niveau II											
Brevet d'État d'Éducateur Sportif (BEES) 2º degré	s									16	16
Diplôme d'État Supérieur de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DES JEPS)	30									439	443
Autre diplôme											
Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS)	796									11 636	11 825

s: secret statistique (effectif inférieur à 5)

DIPLÔMES ET EMPLOI

Nombre de diplômes délivrés en 2017

Formation aux professions de la santé (y compris VAE partielle)

Source : DREES, enquête écoles de formation 2017

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	l Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Diplômes de niveau V											
Aides soignants	1 039									23 471	23 696
Ambulanciers	131									3 370	3 438
Auxiliaires de puériculture	117									4 780	4 863
Diplômes de niveau III											
Masseurs kinésithérapeutes	136									2 789	2 833
Manipulateurs en électroradiologie	0									570	570
Ergothérapeutes	0									748	769
Psychomotriciens	0									882	908
Pédicures-podologues	0									554	554
Préparateur en pharmacie	0										
Techniciens en analyses biomédicales	0				1					98	98
Diplômes de niveau II											
Infirmiers diplômés d'État	1 129									26 177	26 615
Sages-femmes	43									850	874
Formations complémentaires											
Infirmiers de bloc opératoire	11									267	280
Infirmiers anesthésistes	31									586	609
Puéricultrices	40									1 064	1 123
Cadres de santé	55									1 421	1 421

Nombre de diplômes délivrés en 2017 Formation aux professions sociales (y compris VAE partielle)

Source : DREES, enquête écoles de formation 2017

	Région	Côte-d'Or	Doubs	Jura	l Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Diplômes de niveau V											
Aides médico-psychologiques	89									4 840	4 872
Auxiliaires de vie sociale	9									698	731
Accompagnement éducatif et social	268									3 434	3 629
Assistants familiaux	29									1 351	1 371
Diplômes de niveau IV											
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	14									397	424
Moniteurs éducateurs	87									2 685	2 770
Diplômes de niveau III											
Assistants de service social	80									1 998	2 051
Éducateurs spécialisés	92									4 063	4 126
Éducateurs de jeunes enfants	73									1 639	1 690
Éducateurs techniques spécialisés	30									186	186
Conseillers en économie sociale et familiale	71									1 340	1 348
Diplômes de niveau II											
Médiateur familial	8									101	101
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadre- ment et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)						 				1 214	1 244
Diplômes de niveau l											
Diplôme supérieur en travail social / Ingénierie sociale (DEIS)	15			! ! !	1	1				154	154
Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service d'intervention sociale (CAFDES)				: 	: 	: 			: 	307	316

DIPLÔMES ET EMPLOI

Activité, Emploi associatif et Sport Nombre d'établissements et de salarié·e·s

Sources : INSEE, CLAP (associations employeuses) ; Base de données Séquoia de l'ACOSS et des URSSAF

	Région	¦ Côte-d'Or	Doubs	Jura	i Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Nombre d'établissements associatifs employeurs en 2016	7 959	1 547	1 648	778	624	513	1 618	938	293	180 716	185 145
dont action sociale	1 539	239	299	171	140	121	285	221	63	31 399	32 423
dont enseignement	678	148	157	74	44	45	106	76	28	20 292	20 659
dont santé humaine	239	48	46	14	10	34	52	23	12	3 821	3 914
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	1 463	271	293	141	97	89	353	160	59	35 943	36 601
dont arts, spectacles et activités récréatives	947	207	241	76	69	33	180	115	26	21 814	22 066
dont autres établissements associatifs	3 093	634	612	302	264	191	642	343	105	67 447	69 482
Nombre de salariés dans les établissements associatifs en 2016	78 241	15 139	16 718	7 274	5 973	8 514	13 146	7 870	3 607	1 805 752	1 852 083
dont action sociale	41 784	6 814	8 725	3 839	3 830	4 548	7 735	4 455	1 838	892 176	910 976
dont enseignement	11 577	3 221	2 470	1 262	659	849	1 589	1 039	488	334 886	340 689
dont santé humaine	5 434	1 480	702	198	210	1 519	666	401	258	130 216	132 628
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	1 926	563	692	S	193	S	S	341	137	80 494	83 237
dont arts, spectacles et activités récréatives	1 138	295	607	S	52	S	S	108	76	29 450	30 243
dont autres établissements associatifs	16 382	2 766	3 522	1 975	1 029	1 598	3 156	1 526	810	338 530	354 310
Part de l'emploi associatif en ETP dans l'emploi total en %	8	7,5	8,6	9,5	9,5	13,2	7,1	7,4	8,4	7,6	7,6

s : secret statistique (effectif inférieur à 5)

Activité, Emploi associatif et Sport Nombre de salarié·e·s (suite)

Sources : INSEE, CLAP (associations employeuses) ; Base de données Séquoia de l'ACOSS et des URSSAF

	Région	¦ Côte-d'Or ¦	Doubs	Jura	Nièvre	Haute- Saône	Saône-et- Loire	Yonne	Territoire de Belfort	France métropolitaine	France entière
Salariés du secteur privé dans diverses activités a											
Nombre de postes salariés du secteur privé dans le secteur sportif au 31 décembre 2017 (1)	4 279	923	1 176	318	416	116	641	536	153	124 040	124 965
dont gestion d'installations sportives	495	104	139	93	13	14	83	44	5	18 029	18 167
dont activités de clubs de sport	2 844	674	676	181	279	73	447	404	110	81 246	81 786
dont activités des centres de culture physique	305	48	111	18	18	16	43	31	20	7 828	7 864
dont autres activités liées au sport	395	70	229	3	20	11	19	42	1	8 540	8 694
dont enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs (2)	240	27	21	23	86	2	49	15	17	8 397	8 454
Nombre de salariés dans les principales autres activités associées au sport en 2017 (3)	2 452	512	373	333	358	101	345	209	221	81 845	82 418
dont construction bateaux de plaisance	62	45	7	0	0	0	10	0	0	7 982	7 992
dont fabrication de bicyclettes et véhicules pour porteurs et porteuses de handicap	238	111	0	0	127	0	0	0	0	1 811	1 811
dont fabrication d'articles de sports	286	4	10	4	117	0	2	5	144	4 365	4 367
dont commerce de détail d'articles de sports en magasins spécialisés	1 560	325	342	174	82	77	317	166	77	51 649	52 079
dont téléphériques et remontées mécaniques	136	0	12	124	0	0	0	0	0	13 180	13 180
dont location et location-bail d'articles de loisirs et de sports	170	27	2	31	32	24	16	38	0	2 858	2 989

⁽¹⁾ Le secteur sportif regroupe les classes suivantes : gestion d'installations sportives (NAF 93.11Z), activités de clubs de sport (NAF 93.12Z), activités des centres de culture physique (NAF 93.13Z), autres activités liées au sport (NAF 93.19Z), enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisir (NAF 85.51Z).

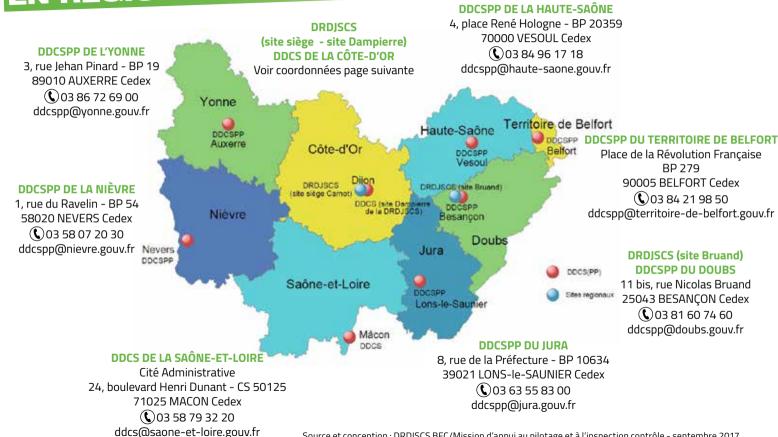
⁽²⁾ Non compris les postes d'enseignants d'éducation physique et sportive des établissements scolaires et universitaires, publics ou privés sous contrat.

⁽³⁾ Activités économiques concourant essentiellement à la mise à disposition de biens ou de services nécessaires à la pratique du sport. Exemples : construction de bateaux de plaisance (NAF 30.12Z), fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides (NAF 30.92Z), fabrication d'articles de sport (NAF 32.30Z), commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé (NAF 47.64Z), téléphériques et remontées mécaniques (NAF 49.39C), location et location-bail d'articles de loisir et de sport (NAF 77.21Z).

SIGLES

AAH	Allocation aux adultes handicapés	DSN	Déclaration sociale nominative
ACOSS	Agence centrale des organismes de sécurité sociale	ENIM	Régime social des marins et des gens de mer du commerce, de la pêche, des cultures marines et de la plaisance
AED	Action éducative à domicile	Érasme	Extraction, recherche, analyse, suivi médico-économique (base de données de l'assurance maladie)
AEMO	Action éducative en milieu ouvert	FAJ	Fond d'aide aux jeunes
ARS	Agence régionale de santé	FJT	Foyer de jeunes travailleurs
ASP	Agence de services et de paiement	FTM	Foyer de travailleurs migrants
CADA	Centre d'accueil de demandeurs d'asile	INJEP	Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire
CAVIMAC	Caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des cultes	INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
CCMSA	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole	INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale
CDC	Caisse des dépôts et consignations	INVS	Institut national de veille sanitaire
Cépidc	Centre d'épidémiologie des causes médicales de décès de l'INSERM	IRCEM	Institution de retraite complémentaire des employés de maison
CGET	Commissariat général à l'égalité des territoires	ISD	Indicateurs sociaux départementaux
CHRS	Centre d'hébergement et de réinsertion sociale	IVG	Interruption volontaire de grossesse
CLAP	Connaissance local de l'appareil productif	MENJ	Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
CNAF	Caisse nationale des allocations familiales	MEOS	Mission des études, de l'observation et des statistiques (ministère des Sports)
CNAM	Caisse nationale de l'assurance maladie	MESR	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche
CNAMTS	Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés	MSA	Mutualité sociale agricole
CNAV	Caisse nationale d'assurance vieillesse	PAIO	Permanence d'accueil, d'information et d'orientation
CNSA	Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie	PMI	Protection maternelle et infantile
CPH	Centre provisoire d'hébergement	PMSI	Programme de médicalisation des systèmes d'information
DADS	Droit au logement opposable	RES	Recensement des équipements sportifs
DALO	Droit au logement opposable	RP	Recensement de la population
DARES	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (ministère en charge du travail) Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (ministère en	RSA	Revenu de solidarité active
DEPP	Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (ministère en charge de l'éducation nationale)	RSI	Régime social des indépendants (dissous en 2018)
DGCS	Direction générale de la cohésion sociale (ministère des Affaires sociales)	SAE	Statistique annuelle des établissements
DGFIP	Direction générale des finances publiques	UNEDIC	Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et commerce
DJEPVA	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (ministère des Sports)	URSSAF	Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale
DREES	Direction de la récherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (ministère des Affaires sociales)	VAE	Validation des acquis de l'expérience

RÉSEAU JEUNESSE, SPORT ET COHÉSION SOCIALE EN RÉGION



Source et conception : DRDJSCS BFC/Mission d'appui au pilotage et à l'inspection contrôle - septembre 2017 Carte réalisée avec Cartes et Données - © Arctique

DIRECTION RÉGIONALE ET DÉPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA COHÉSION SOCIALE DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

→ SITE SIÈGE

10, boulevard Carnot
CS 13430 - 21034 DIJON Cedex
© 03 80 68 39 00
DRDJSCS-BFC@jscs.gouv.fr

→ SITE BRUAND

11 bis, rue Nicolas Bruand 25043 BESANCON CEDEX © 03 81 21 60 00 DRDJSCS-BFC@iscs.gouv.fr

→ SITE DAMPIERRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA COHÉSION SOCIALE (DDCS)
DE LA CÔTE-D'OR
Cité Dampierre
6, rue Chancelier de l'Hospital
CS 15381 - 21053 DIJON Cedex
© 03 80 68 30 00
ddcs@cote-dor.gouv.fr

Mon administration s'engage pour la diversité et l'égalité



Directeur de publication :

Philippe Bayot

Directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Bourgogne-Franche-Comté par intérim